

le prolétaire

M 2414 - 390 - 5F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

MARS-AVRIL 1987

5FF / 30FB
3FS / 1000L

n° 390

SALAIRE CONTRE PROFIT, CLASSE CONTRE CLASSE

La vague de grèves de la fin de l'année inflige un cruel démenti aux idéologues bourgeois qui prétendaient disparu le spectre de la lutte des classes et qui feignaient de croire définitivement "intégrée" une classe ouvrière que, par ailleurs, ils estimaient plus ou moins "en disparition", remplacée d'un côté par des robots impossibles, et de l'autre, par des techniciens évolués. La grande presse n'a pas caché sa surprise en découvrant une "base" qui revient "aux pratiques des années 70" et des syndicats qui se font déborder par cette même base. Il y a pourtant à peine un an Edmond Maire assurait à la bourgeoisie: "La vieille mythologie syndicale a vécu. Le rapport à la grève a changé: elle est devenue impopulaire. Le plus grand acquis syndical depuis 81, c'est d'avoir imposé l'économie de la grève. Le syndicat a gagné une partie pour les travailleurs, celle de leur éviter de faire grève."

Mais malgré les cris de victoire des bonzes, 5 ans de gouvernement de Gauche n'ont pu réussir à tuer les grèves ni les luttes ouvrières; et ce qui devient impopulaire, non parmi les bourgeois, mais parmi les travailleurs, ce sont les limitations et les orientations défaitistes que les organisations syndicales cherchent en permanence à imposer aux mouvements de défense des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière.

SENS ET PORTEE DES DERNIERES GREVES

Nous avons montré à plusieurs reprises comment l'Etat et le patronat agissaient pour éviter des réactions ouvrières, témoignant ainsi de leur crainte bien réelle des luttes des travailleurs, malgré l'apathie régnante sur le terrain social dont la baisse continue des jours de grève depuis de nombreuses années était l'expression.

L'arrivée de la Gauche au pouvoir a correspondu fondamentalement au besoin pour le système bourgeois de réaliser un certain nombre de réformes et de restructurations qui devaient se traduire par des attaques anti-ouvrières, tout en évitant un mouvement social, qui aurait risqué de se déclencher sous un gouvernement de Droite. Grâce au concours irremplaçable des organisations syndicales, CGT en tête, et plus généralement de toutes les organisations et partis "ouvriers", ce "sale boulot" a pu s'accomplir sans véritable problème.

De retour aux affaires, une fois passé le cap difficile, la Droite, sans se départir d'une certaine prudence (au point de mécontenter certains milieux qui trouvaient qu'on n'allait pas assez vite, ou qu'on accordait trop d'importance aux syndicats), a continué et accentué la pression anti-ouvrière, en jugeant sans doute le terrain suffisamment déminé par les pompiers sociaux.

En fait 2 facteurs ont agi souterrainement au cours de ces dernières années et ont concourru à donner sa physionomie au mouvement de grèves; d'une part l'accroissement des contradictions sociales sous l'aiguillon de la crise économique, qui, si elle a pu et peut encore, d'un côté par l'augmentation massive des chômeurs, peser comme un frein aux luttes, d'un autre côté, avec la baisse du salaire réel et une aggravation des conditions de vie et de travail sans précédent depuis des décennies, ne pouvait pas ne pas entraîner des explosions de colère et des épisodes de luttes.

D'autre part, le réformisme syndical n'a pas pu jouer son rôle de collaborateur actif à l'offensive anti-ouvrière et de pompier social sans en payer le prix en termes d'usure de son influence sur la classe et de sa capacité d'encadrement des travailleurs.

Preuve en est le recul inexorable du nombre de syndiqués, l'écho toujours plus faible des journées d'action et autres initiatives sans lendemain régulièrement organisées par le collaborationnisme syndical pour épuiser les vellétés combattives ainsi que, au plan politique, l'effondrement électoral du traditionnel "défenseur" réformiste des intérêts des travailleurs, le P.C.F.

Baisse de l'encadrement collaborationniste et montée des contradictions de classes, voilà qui explique la réapparition soudaine et "inattendue" des conflits sociaux,

en nette rupture avec les méthodes et les orientations de l'opportunisme: grèves massives et illimitées, piquets et comités de grèves regroupant syndiqués et non syndiqués, tentatives d'étendre les grèves par delà les limites de catégories, mépris des règles sacro-saintes du "service public" et des usagers, débuts d'organisation indépendante des travailleurs.

L'influence du mouvement étudiant et lycéen se limite, aux dires mêmes des grévistes, essentiellement à la démonstration que la lutte paye, qu'une lutte massive et résolue peut faire reculer jusqu'au gouvernement.

Les formes de lutte actuelles, y compris l'organisation en comités de grève, avaient déjà été utilisées ici et là, lors de conflits partiels ou localisés; mais leur généralisation à grande échelle constitue un fait qualitativement nouveau et déterminant pour les futures luttes ouvrières.

AFFRONTEMENT DE CLASSE

A la différence de ce qui s'est passé lors du mouvement de la jeunesse scolarisée, l'Etat et le patronat n'ont guère cédé de vant des grèves qui, pourtant, leur coûtent et les gênent beaucoup plus que ne pouvait le faire l'agitation lycéenne et étudiante.

La raison en est que l'enjeu est cette fois-ci beaucoup plus important, malgré ce que peuvent s'imaginer les idéologues petits-bourgeois nombrilistes de la "génération civique". Ce qui est en cause en effet dans les grèves, c'est "la bonne marche de l'économie nationale", autrement dit la santé du capitalisme français. Une victoire des cheminots ne pouvait qu'encourager d'autres secteurs de la classe ouvrière à entrer en lutte, menaçant ainsi de réduire à néant l'oeuvre réalisée par les gouvernements de Gauche après avoir été vainement tentée par Barre, le déplacement du partage de la valeur ajoutée en faveur des profits et au détriment des salaires.

Cette importante victoire des capitalistes sur les travailleurs (les profits sont revenus à des niveaux proches de ceux d'avant la crise) est à la base des modifications déjà réalisées et de celles en cours ou prévues dans l'économie du pays, sous forme de dénationalisations, libéralisations, restructurations, d'appels aux capitaux internationaux et de reprise des investissements; c'est elle qui fonde "l'optimisme" patronal constaté début janvier par l'hebdomadaire "L'Usine Nouvelle", dont une enquête auprès des chefs d'entreprise faisait apparaître les "bons résultats" des entreprises et leur volonté de limiter cette année les augmentations de salaire à des chiffres égaux ou inférieurs à l'inflation (ce qui signifie donc un mieux stagnation et souvent baisse du salaire réel) et en conséquence leur prévision de bénéfices accrus.

(suite en page 2)



PREMIERS ENSEIGNEMENTS DES GREVES

La grève des cheminots a commencé peu après les grèves de lycéens et des étudiants; sans qu'il y ait eu pour autant contagion directe du mouvement des jeunes, sur la base d'une communauté d'obscurs problèmes existencialo-psychologiques ou en vertu de mêmes aspirations "démocratiques", comme le répètent certains organes bourgeois d'"information" qui ont mobilisé une armée de psychanalistes, sociologues, philosophes et autres professionnels de la défense idéologique du capitalisme pour exorciser le spectre de la lutte des classes.

Plus simplement, les travailleurs ont pu constater la faiblesse du gouvernement, obligé de capituler devant une lutte massive et résolue, et ils ont tenté de mettre à profit cette faille apparue dans le dispositif ennemi pour tenter d'obtenir satisfaction pour leurs propres revendications. Déjà au cours même du mouvement des jeunes le sentiment commençait à se répandre au moins dans certains secteurs, que c'était le moment d'entrer en lutte, l'exemple de mai 68, où les manifestations étudiantes agirent comme détonateur de la grève générale, restant plus ou moins vivace.

Parallèlement ou à la suite des cheminots, les marins, les employés des transports publics à Paris et en province, les employés de l'EDF-GDF se mirent eux aussi en grève, sans oublier la longue et dure grève des mineurs de Carmaux.

Cependant le mouvement fit long feu aux PTT et ne réussit pas à s'étendre au secteur privé. La bourgeoisie a réussi à tenir le front social, 1986 ne s'est pas transformé en un nouveau 1968.

LE ROLE DES SYNDICATS

Il faut se souvenir qu'il y a à la SNCF un degré de syndicalisation assez élevé par rapport à d'autres entreprises publiques et surtout par rapport au privé; un dépôt comme Chambéry, qui a été un des bastions de la grève a un pourcentage de syndiqués de près de 70%. ET parmi les syndicats, la CGT est largement majoritaire.

Mais la désaffection vis à vis des syndicats est bien réelle après 5 ans de gouvernement de gauche - dont 3 ans avec un ministre "communiste" des transports - pendant lesquels ils ont étouffé les vellétés revendicatives contre la dégradation des salaires (baisse de 8% du pouvoir d'achat au cours des 3 dernières années) et des conditions de travail. Quand les journaux de Droite affirment que les cheminots luttent contre les conséquences de l'action de "leur camarade ministre", L'HUMANITE est bien embarrassée pour répondre: elle ne peut décrire

qu'une activité orientée vers la défense de l'entreprise SNCF et rien pour la défense des travailleurs.

Après la guerre, le réformisme a profité de son passage au gouvernement pour consolider son emprise sur la classe parce qu'il a pu lui obtenir des avantages limités mais bien réels en échange de son adhésion à la reconstruction capitaliste et de son abandon des perspectives classistes. D'autre part la sortie à temps du gouvernement a redonné au PCF et à la CGT leur marge de manoeuvre et leur a permis de se mettre à la tête des grèves (comme celle de la SNCF).

En 81, le réformisme a été appelé au gouvernement dans une période de récession économique où non seulement il est plus difficile au capitalisme d'accorder des miettes appréciables, mais où les conditions économiques lui imposent de reprendre aux travailleurs ce qu'il leur avait autrefois concédé.

(suite en page 3)

Accord sur les licenciements, aménagement du temps de travail: l'offensive bourgeoise continue

Avec le changement de majorité, l'offensive bourgeoise sur les conditions de vie et de travail des prolétaires se poursuit à un rythme tout aussi accéléré mais en prenant d'autres formes. Le principal travail de la gauche avait été de permettre que se déroule tout le processus de restructuration industrielle, donc de licenciements et de pression sur les salaires, sans que le capital ait à souffrir pour cela de coûts sociaux élevés, comme c'est le cas en Angleterre notamment sous le "règne" de Thatcher. Pour cette sinistre besogne, la gauche s'appuyait sur l'ensemble des organisations syndicales chargées de relayer sa politique anti-ouvrière auprès des travailleurs et de combattre toute velléité de défense directe des prolétaires. La mise en place de cette stratégie exigeait en contrepartie et comme diversion le maintien de quelques garde-fous administratifs telle que l'autorisation administrative de licenciement.

(suite en page 2)

SALAIRE CONTRE PROFIT, CLASSE CONTRE CLASSE

(suite de la page 1)

Cette volonté de pression sur les salaires, qui, comme par hasard est aussi une recommandation de la très bourgeoise OCDE, est reprise et affirmée au plus haut niveau comme l'orientation fondamentale du gouvernement. Celui-ci est tenu par les capitalistes de défendre leurs intérêts généraux en refusant de céder aux revendications des travailleurs, car il n'a pas la possibilité de suivre le conseil du super-bonze Bergeron: "accepter un point supplémentaire d'inflation pour avoir la paix sociale"; non pas, comme il le prétend impudemment, par souci de défendre les plus démunis (qui a facilité les licenciements, réduit encore les indemnités de chômage, tout en diminuant les impôts sur les tranches supérieures ?), mais par souci de défendre les profits.

Le conseil de Bergeron signifie en effet la compensation des hausses de salaire éventuellement concédées aux travailleurs, par une hausse correspondante des prix, afin de laisser intacts les profits des entreprises. Or, la concurrence économique aggravée, en particulier vis-à-vis de l'éternel rival allemand, interdit pratiquement les hausses de prix trop importantes ou trop généralisées: il ne resterait plus des lors qu'à tailler dans les profits pour satisfaire les revendications salariales...

Face à la perspective de voir remis en cause l'acquis de son action de ces dernières années, Mitterrand a symboliquement repris à son compte la nécessité primordiale de la "lutte contre l'inflation" mise en avant par Chirac contre les grévistes et le PS a soigneusement évité tout geste qui aurait pu laisser croire à une sympathie quelconque vis-à-vis des travailleurs en lutte.

De leur côté, les partis de la majorité ont inspiré, organisé et pris la tête d'une mobilisation de la racaille bourgeoise (petits patrons, commerçants, éléments para-militaires, etc...) dans des manifestations anti-ouvrières, en occupant du même coup le terrain classique de l'extrême droite.

Enfin le rôle principal de la lutte anti-grève directe est comme toujours dévolu à l'Etat; si le gouvernement n'a pas eu recours à la réquisition des cheminots ou des électriciens grévistes pour ne pas jeter de l'huile sur le feu, l'emploi de la police a été massif et systématique, à un degré jamais atteint depuis 68. Des milliers de CRS ont été utilisés pour permettre la circulation des trains, pour dégager les ports et dans de nombreuses

autres occasions pour faire cesser des occupations ou des piquets de grève. Aucune organisation syndicale n'a songé à mobiliser les travailleurs contre cette utilisation de la police pour casser les grèves; il est vrai qu'aucune ne l'avait vraiment fait lorsque la Gauche avait commencé à ré-habituer les travailleurs à cette pratique.

POUR L'ORGANISATION INDEPENDANTE DE CLASSE !

"Volonté individuelle" des patrons, mobilisation de couches bourgeoises, action de l'Etat, campagnes d'opinion des partis politiques et des médias ont conflué dans cette vaste coalition anti-grève en démontrant la réalité et l'importance de cet affrontement de classe, au delà même de la conscience que pouvait en avoir en tant que protagonistes les grévistes eux-mêmes.

La puissance du Front bourgeois ne rend pas impossible la victoire des luttes revendicatives, mais elle la rend plus difficile. Elle exige de la part des travailleurs une détermination sans faille et le recours à des méthodes de classe. Les méthodes de "lutte" du collaborationnisme syndical ont amplement démontré leur inefficacité et leur faillite. Mais le recours à la lutte ouverte, directe, sans limitation préalable de durée et avec la participation du maximum de grévistes, ne suffit pas; il faut encore que les travailleurs se dotent d'une organisation et d'une direction adéquates à la défense réelle et intransigeante de leurs seuls intérêts.

Les dernières grèves ont montré que beaucoup peuvent être tentés de croire qu'il suffit à l'aide des coordinations et des comités de grève de construire une mobilisation maximum des grévistes pour établir le rapport des forces le meilleur, puis, sur cette base, laisser les experts syndicaux "faire leur boulot" de négociateurs professionnels, en se réservant simplement d'apprécier le résultat des négociations; on a même parfois vu des coordinations, sous l'influence de certaines forces d'ex-trême gauche, se dissoudre après avoir obtenu "l'unité syndicale".

Mais les faits se sont chargés de montrer les dangers qu'il y a à laisser le collaborationnisme syndical libre de manoeuvrer pour décider du sort des luttes et la nécessité pour les travailleurs de diriger eux-mêmes de bout en bout leurs mouvements.

Il ne suffit pas de chercher à s'organiser lorsqu'une grève se déclenche, pour assurer sa solidité et son extension,

en s'appuyant ou en faisant appel à la combativité spontanée des prolétaires; l'organisation est nécessaire au préalable, pour préparer la grève, pour mobiliser les travailleurs, pour déjouer les pièges des bureaucraties syndicales, des patrons et de l'Etat.

le problème n'est pas de créer une autre boutique syndicale rivale et concurrente de toutes les autres. Il est de créer les éléments d'organisation permanente des travailleurs, indépendamment et contre les orientations collaborationnistes des diverses bureaucraties syndicales, regroupant les travailleurs combattifs sur des bases et des perspectives de classe, qu'ils soient syndiqués ou non syndiqués, par delà toutes les barrières de catégories, d'entreprises ou autres.

C'était la fonction originelle des organisations de classe de travailler sans relâche à l'union des prolétaires dans la lutte contre l'exploitation capitaliste en surmontant toutes les divisions que le capitalisme crée au sein du prolétariat. Les syndicats actuels, à la suite d'un long processus, grandement accéléré par la victoire de la contre-révolution, de dégénérescence et d'intégration croissante aux institutions bourgeoises, s'emploient à éviter au maximum tout lien horizontal entre travailleurs et à canaliser leurs luttes revendicatives vers la défense de l'entreprise et de l'économie nationale, c'est à dire à noyer les intérêts de classe du prolétariat dans les intérêts de l'ordre bourgeois. Il n'est donc pas étonnant de voir les syndicats saboter ouvertement une grève quand la pression bourgeoise se fait sentir, comme à EDF-GDF face aux manifestations orchestrées des "usagers", ou à la laisser s'épuiser vainement, comme à la SNCF.

La CGT qui, à la différence des autres syndicats, tenait depuis de nombreux mois un langage "combattif", a tenté de récupérer et d'encadrer la vague de grèves avant qu'elle puisse se donner une direction indépendante, puis elle s'est efforcée de l'affaiblir devant les réactions bourgeoises; inutile de dire qu'elle ne s'est pas privée de manifester son hostilité aux comités de grève et aux coordinations et de dénoncer les "sabotages" et autres types d'action "irresponsables". Elle est cependant moins discréditée que les autres syndicats et elle jouit d'une force et d'une influence que n'ont pas ces derniers.

C'est pourquoi au moment où la situation devenait délicate en raison du début d'organisation indépendante des grévistes, le gouvernement s'est tourné vers la CGT (et le PCF) en lançant à grand fracas une offensive publicitaire contre leur action "déstabilisatrice". Il s'agissait de remettre en selle ces organisations en leur redonnant une légitimité aux yeux des grévistes pour qu'elles puissent reprendre le contrôle d'une base turbulente: ce n'est pas pour rien que nombre de ministres actuels ont été directement à l'oeuvre en 68, à commencer par Chirac qui était responsable des négociations secrètes avec le PCF. La même manoeuvre qu'en 68 a été réalisée, le même type de service a été demandé par l'Etat au vieux serviteur opportuniste, si méprisé en temps normal, mais qui se révèle utile quand bouge la classe ouvrière.

L'organisation autonome des travailleurs sur des bases de classe indépendamment du collaborationnisme syndical est donc la condition nécessaire pour opposer à l'union des forces bourgeoises et de l'opportunisme, le Front ouvrier le plus compact et le plus large possible. L'orientation ouvertement affichée par certaines coordinations et certains comités de chercher à maintenir après les grèves ces éléments d'organisation indique que cette perspective, que nous n'avons cessé de défendre, n'est pas une utopie.

Malgré les résultats limités et les échecs de cette vague de grèves, et la démoralisation qui peut s'en suivre, elle peut cependant constituer un pas important vers la reprise de la lutte de classe, si des minorités de travailleurs en tirent la leçon qu'il faut travailler à la constitution d'organismes prolétaires indépendants qui réalisent ainsi, malgré et contre l'opportunisme politique et syndical, l'union grandissante des travailleurs qui est selon Marx le véritable résultat positif des luttes ouvrières, parce qu'elle jette les bases du futur assaut révolutionnaire prolétarien.

POUR L'ORGANISATION PROLETARIENNE INDEPENDANTE, CONTRE LES METHODES DE COLLABORATION DE CLASSE, LA DEFENSE DE L'ENTREPRISE, DU SERVICE PUBLIC OU DE L'ECONOMIE NATIONALE ! POUR LE RETOUR AUX METHODES DE LUTTE OUVERTE, LA SOLIDARITE DE CLASSE ET LA DEFENSE INTRANSIGEANTE DES SEULS INTERETS DES TRAVAILLEURS !

VIVE LA LUTTE DE CLASSE !

L'offensive bourgeoise continue

(suite de la page 1)

Ces garde-fous n'ont évidemment pas empêché le patronat de licencier comme bon lui semblait, bien au contraire, car en plus il le faisait en entente avec les bureaucraties syndicales.

La gauche au gouvernement a aussi ouvert des voies nouvelles pour accroître l'exploitation de la force de travail. Elle a fait rentrer dans les moeurs la flexibilité du temps de travail, la généralisation du travail de nuit (au début sous prétexte de diminution du temps de travail) et de week-end.

Aujourd'hui l'équipe chiraquienne ne fait que s'engouffrer dans les nouvelles voies explorées par la gauche parlementaire en exploitant encore plus à fond leurs possibilités. Le refus de Mitterrand de signer l'ordonnance sur l'aménagement du temps de travail ne fait aucune illusion, les socialistes ayant été les premiers à défendre une nouvelle conception souple et flexible de l'horaire de travail.

L'équipe gouvernementale actuelle veut donc seulement accélérer la cadence des lois anti-ouvrières au risque d'en payer un coût social supplémentaire par des réactions ouvrières incontrôlées et incontrôlables. L'objectif est le même -soumettre la classe ouvrière à une pression encore plus forte- les méthodes juridiques changent.

Mais la droite n'a pas à craindre les syndicats, leurs oppositions (quand ils en ont !) restent verbales et il en serait d'ailleurs difficilement autrement tant ils se sont fait les chantres de la paix sociale et tant ils ont perdu le contrôle de la base ouvrière, les récentes et magnifiques vagues de grèves étant là pour le démontrer.

Dans la question de la nouvelle réglementation sur les licenciements ils ont d'ailleurs fait preuve de la plus grande allégeance envers le patro-

nat en signant un accord honteux avec lui, à l'exception de la CGT qui tire son épingle du jeu d'influence sur les prolétaires en jouant les incorruptibles. Cet accord avalise le rôle de gestionnaire des licenciements que tiennent à conserver en toute officialité les bureaucraties syndicales. C'est un accord ANTI-GREVE qui substitue à l'action directe des prolétaires contre les licenciements, sous quelque forme juridique qu'ils soient prononcés, une toile d'araignée de "consultation", "d'assurance" et "d'information", autant de dérivatifs à la lutte. En résumé, selon les termes de la CFDT ou de FO, il "donne des garanties" en matière :

- de consultation des représentants du personnel
- d'assurance que des plans sociaux (dont on connaît l'effet diviseur sur les prolétaires) seront mis en oeuvre
- de respect d'un "délai de prévenance" et d'information sur les possibilités de contrat de formation pour les entreprises de moins de 10 salariés.

La pratique syndicale de gestion et d'aménagement des licenciements et du chômage se renforce au même rythme que l'offensive bourgeoise. Héritier, secrétaire national de la CFDT déclarait après la signature de l'accord que : "Nous avons fait notre métier de syndicalistes. Nous avons cherché à colmater les brèches, à réparer les dégâts". Autrement dit, la fonction des bonzes syndicaux aura été une fois de plus de rendre présentable aux prolétaires un projet de loi ou d'ordonnance ouvrant la voie à de nouvelles attaques capitalistes.

Concernant le recul effectué sur la durée des délais de licenciements, la bureaucratie syndicale se justifie en expliquant qu'elle se rattrapera au niveau des actions conventionnelles de branches. Mais sur ce terrain les

patrons poursuivent et préparent quant à eux une offensive générale. Guillen, vice-président de l'UIMM et négociateur du CNPF, annonce la couleur en déclarant que "Toutes les conventions de branche vont être renégociées (NDR : certaines dispositions y sont plus favorables pour les ouvriers que dans l'accord sur les licenciements)". C'est mon intention très ferme en ce qui concerne la métallurgie. Il faut que les "délais conventionnels soient revus alignés (NDR : contre en bas bien sûr)".

Quant aux contrats de formation, les prolétaires savent d'expérience qu'ils ne sont que de la poudre aux yeux pour faire accepter de bonne grâce et sans riposte les licenciements.

En ce qui concerne l'aménagement du temps de travail, les pleureuses de la gauche peuvent bien s'offusquer, leurs jérémiades ne cachent pas le fait que Seguin ne fait que pousser plus loin encore ce qu'elles ont concocté il y a quelque temps sous prétexte de "modernité" et de "souplesse". La nouvelle loi sur l'aménagement du temps de travail est une attaque directe sur la classe ouvrière pour subordonner encore plus féroce ses intérêts à ceux du capital.

La nouvelle législation porte en effet sur les points suivants :

- Augmentation de la durée maximale hebdomadaire des heures de travail sans paiement d'indemnités d'heures supplémentaires de 44 à 46 heures.
- Autorisation du travail de nuit des femmes.
- Suppression du plafond de 10 heures de travail par jour.
- Autorisation du travail continu 24 h sur 24 pour raisons économiques (actuellement la législation ne l'autorise qu'en cas de besoin technique).
- Pas de limitation au travail du dimanche.

Nous avons montré dans de précédents articles comment depuis 81-82 la gauche avait réussi à inverser le rapport entre les salaires et les profits. Alors que les salaires stagnaient ou baissaient, les profits ont par contre connu une remontée vertigineuse, mettant la bourse en pleine euphorie. Chirac compte bien renforcer encore plus la tendance car la lutte intercapitaliste se fait encore plus acharnée, les positions gagnées par l'un ou l'autre sur le marché international sont de plus en plus éphémères. Le capitalisme exige toujours plus d'exploitation, toujours plus de profit.

Les prolétaires doivent donc se tenir prêts à lutter contre cette nouvelle offensive. Ils ont montré dans les dernières grèves des cheminots, de la RATP et de EDF-GDF, qu'ils étaient capables de réagir aux attaques, mais qu'ils devaient le succès et la force de leur lutte à une plus grande indépendance vis-à-vis des bureaucraties syndicales qui ont dû prendre le train en marche avant de tenter de le freiner.

Pour se défendre contre cette offensive, les prolétaires devront montrer leur capacité à s'organiser en dehors du giron des organisations officielles, qui ne visent qu'un objectif, celui de gérer la crise sur le plan social en entravant les luttes s'ils ne peuvent les éviter ou les contrôler, en faisant barrage à l'unité des prolétaires dans la lutte, en acculant les prolétaires dans les impasses de la négociation et du dialogue.

Militants, sympathisants, lecteurs, vous pouvez collaborer utilement au journal en l'informant de tout ce qui mérite d'être remarqué du point de vue social, économique et politique. Envoyez-nous tracts locaux, comptes-rendus d'événements, coupures de presse ou remarques sur les luttes sociales.

PREMIERS ENSEIGNEMENTS DES GREVES

(suite de la page 1)

Le réformisme politique et syndical, dévoué corps et âme à l'ordre bourgeois, n'a pas rechigné à la tâche de faire accepter les **contre-réformes**.

Mais la conséquence en a été une **usure** accélérée de son influence; voilà qui explique pourquoi la seconde accession du PCF au gouvernement n'a pas, comme la première, renforcé son influence parmi la classe ouvrière, mais l'a au contraire largement ébranlée; ce qui, soit dit en passant, suffit à ruiner la pratique de "soutien critique" aux partis et aux gouvernements de gauche défendue par "l'extrême-gauche".

La perte d'influence des organisations syndicales était déjà apparue lors de la grève "sauvage" des Agents de Conduite fin 85, quand la Direction de la SNCF avait voulu faire retomber la responsabilité d'une série d'accidents sur les conducteurs de trains.

Il faut également citer les petites expériences d'organisation indépendante de cheminots à diverses occasions (comme par exemple le bulletin "Le fer est chaud") qui n'ont pas pu se maintenir, mais qui ont sans doute laissé des traces.

Parti par la grève illimitée des guichetiers contre la suppression d'une prime, le mouvement à la SNCF a pris sa véritable physionomie avec l'entrée en grève mi-décembre des conducteurs de Paris-Nord, à la suite d'un travail de mobilisation réalisé en dehors des syndicats par un petit groupe de travailleurs. La grève des conducteurs se heurta d'emblée aux réticences syndicales et plus particulièrement à l'hostilité ouverte de la CGT, qui fit tout ce qu'elle pouvait pour bloquer l'extension du mouvement. L'argument souvent utilisé est qu'on ne déclenche pas une grève à la veille de départs massifs en vacances: pour le collaborationnisme syndical, une grève est d'autant plus acceptable qu'elle occasionne le moins de gêne possible à la "population", aux "usagers", compris bien entendu comme un ensemble sans distinction de classes.

Cela revient à amoindrir ou à rendre inoffensive la seule arme qu'ont les travailleurs, la grève. On l'a bien vu à l'EDF, où au bout de 4 jours de grève, les syndicats ont capitulé, apparemment devant la colère des "usagers", en réalité par peur de la puissance de la grève elle-même qui était sur le point de paralyser le pays; certains syndicats trahissant ouvertement (CFDT, FO, Autonomes) alors que la CGT appelait à continuer la grève... mais sans coupures de courant ! Commentaires de cheminots cités par la Presse: "les syndicats sont encore trop forts à EDF. Résultat: les électriciens se sont fait piéger..."(1).

Servilité à toute épreuve

Si'il fallait une preuve de la servilité des bureaucraties syndicales, et de la CFDT en particulier, l'exemple de la SACM (machines textiles à Mulhouse) tombe à pic.

La CFDT se veut à la pointe du "combat" pour ce qui est de gérer la crise capitaliste en faisant participer volontairement le prolétariat aux sacrifices qu'elle impose. Mais entre les Etats-majors et la masse prolétarienne, il est nécessaire de trouver les bons canaux pour mettre en application cette politique servile. Les comités d'entreprises (CE) sont évidemment la courroie la plus directe qui permette d'atteindre les prolétaires à la base.

A la SACM donc, le C.E. face aux licenciements, applique les directives en soutenant les licenciements pour sauver l'entreprise et au nom du "réalisme". Pour cela il formera une cellule de reclassement dont l'une des tâches sera évidemment de convaincre les prolétaires de la "mobilité", c'est-à-dire du chômage.

Le délégué CFDT du C.E. déclarera d'ailleurs: "La crise nous a obligés à nous occuper d'économie. On a fait appel à un cabinet d'experts comptables et, depuis quatre ans, on a tenté de faire une analyse économique. Le seul moyen de s'en tirer, même si nos revendications restent, c'est de négocier avec la direction un plan social pour l'entreprise. Nous voulons assurer la survie de la SACM et créer l'entreprise de demain".

Heureux monde pour les patrons, exemple à ne pas suivre !

A la SNCF la grève fit tâche d'huile malgré le verrou de la CGT, qui dut changer d'attitude devant la généralisation de formes spontanées d'organisation des grévistes: organisation en piquets de grève pour entraîner les hésitants, en comités de grève avec des représentants révocables à tout moment par l'Assemblée Générale des grévistes.

FORCE ET FAIBLESSES DE LA GREVE

En quelques jours la grève s'étend à tout le réseau et commence à toucher le personnel sédentaire. Le leit-motiv des cheminots est que "14 jours de grève seront plus efficaces que les 14 journées d'action organisées pendant l'année par les syndicats".

Les comités et piquets existants commencent à se réunir en "coordinations régionales", puis, dès le lendemain de Noël une "coordination nationale des conducteurs" est créée à partir des comités de Paris-Nord et de Rouen et une "Coordination nationale inter-catégories" à partir de Paris-Sud Ouest.

Ces 2 coordinations vont, chacune, rassembler plusieurs dizaines de comités, sans avoir toutefois la force de prendre la tête de la grève, ou au moins de représenter une majorité indiscutable de grévistes; surtout, elles n'arriveront pas à s'unifier ou à se coordonner, si ce n'est, à la fin du mouvement, pour organiser une manifestation commune.

Les syndicats utilisent à fond cette faiblesse et réussissent à marginaliser les coordinations; leur carte majeure est qu'ils sont les interlocuteurs reconnus par la Direction et l'issue de la grève dépend du résultat de leur négociation. Direction, syndicats et gouvernement jouent un jeu bien réglé: les syndicats mettent en avant la revendication d'ouverture immédiate de négociations, comme si c'était là le point décisif. Une fois les négociations ouvertes, les revendications salariales sont mises peu à peu de côté, au profit quasi exclusif de la revendication du retrait d'un projet de "grille" des salaires; Toute cette comédie se déroule avec une lenteur calculée pour épuiser les grévistes: quelques rares indiscretions laissent entendre que les contacts secrets entre syndicats et Direction n'ont pas cessé en coulisse; le gouvernement peut jouer d'autant plus la carte du pourrissement que les transports de remplacement se mettent en place sans problèmes ni réactions.

Dependant la combativité des travailleurs donne du fil à retordre à tout ce monde et entraîne un durcissement spontané du conflit: les grévistes commencent à bloquer les trains, à occuper les gares, postes d'aiguillage, pour interrompre le "service minimum" qui ne cessait de gonfler. Les travailleurs qui reviennent de vacances renforcent la grève alors que les premières tentatives de mobilisation d'usagers échouent, ce qui montre l'existence d'une sympathie diffuse envers les grévistes. Les tentatives de la CGT de faire reprendre le travail pour transporter les vacanciers sont repoussées.

C'est là le point culminant atteint par la grève, qui lui a permis de tenir malgré pendant de nombreux jours toutes les manoeuvres pour faire arrêter le mouvement, le plus long qu'aient connu la SNCF depuis sa création après la guerre. Cela montre la force de la spontanéité des travailleurs, qui se manifeste encore par les actions plus ou moins isolées de "sabotage" pour répondre à l'intervention systématique et massive des CRS.

Mais la spontanéité est insuffisante pour venir à bout du front Direction-Etat-bureaucraties syndicales.

Les formes d'organisation des grévistes n'ont pas réussi à jouer leur rôle de constitution de la force centralisée des grévistes et ont souffert d'un certain nombre de carences.

La coordination Paris-Nord a voulu conserver le caractère catégoriel de la lutte des seuls conducteurs, tombant ainsi dans un corporatisme que ne justifie pas la volonté de ne pas voir noyer ses revendications dans un mouvement plus large qu'elle ne contrôlerait pas. En effet, dès le début Paris-Nord affirme refuser de devenir une direction de la grève, pour se contenter de centraliser et de faire circuler l'information et éviter qu'il y ait une reprise dépôt par dépôt, comme les syndicats avaient réussi à le faire en 68 et 71. Elle affirme qu'elle n'est pas une structure permanente et qu'elle se dissoudra dès la fin de la grève; enfin, comme elle n'entend pas "faire concurrence" aux syndicats, qu'elle se contente de surveiller, elle estime que c'est leur rôle propre de

négocier, sur la base du rapport de force établi par la base.

Le caractère désastreux de cette orientation se fera rapidement sentir; face à l'intransigeance de la Direction, aux attermolements de la négociation, au recours à la police, l'absence de perspective va être catastrophique, obligeant la coordination à faire dépendre la poursuite du mouvement des rencontres des négociateurs, sans pouvoir enrayer la lassitude des grévistes.

La coordination de Paris-Sud mettra elle l'accent sur la nécessité de l'unité entre les diverses catégories, elle appellera à la rédaction de cahiers de revendication et tiendra ferme sur les revendications salariales; elle demande à participer aux négociations (ou au moins que celles-ci soient **publiques**) et elle envisage de se constituer en structure permanente. Mais elle n'aura pas la force de réaliser ses prétentions ni de se poser en candidate à la direction de la grève.

La plupart des initiatives les plus fortes de la grève viendront de la base et seront reprises centralement qu'avec retard ou se diffuseront, quand c'est le cas, spontanément: blocage du service minimum, occupations, propagande envers non les "usagers" en général, mais les travailleurs, actions directes (ce que la bourgeoisie appelle "sabotages"). Seuls quelques rares dépôts, comme Grenoble, prendront l'initiative de délégations dans les usines de la ville pour appeler à la solidarité, y compris financière.

L'ATTITUDE DE L'EXTRÊME-GAUCHE

La Presse a largement mis en cause le rôle des trotskystes dans les grèves; il est indéniable qu'ils ont participé et contribué aux différents comités et coordinations. mais avec quelles perspectives?

Nous ne citerons que pour mémoire les "lambertistes" du PCI/MPPT, qui ont cru bon de protester publiquement contre le soupçon de faire partie d'une coordination dans les PTT: ils sont évidemment hostiles à tout ce qui peut faire de l'ombre aux bonzeries syndicales et gêner leur flirt avec la direction de F.O.

La LCR a applaudi les nouvelles formes d'organisation que se sont données les travailleurs; mais elle y voit uniquement un moyen pour "revitaliser" les syndicats, pour pousser à l'unité syndicale. Elle donne même en exemple la réunification des syndicats italiens de la métallurgie, à la suite du "mai rampant"(2). Toute la méfiance des travailleurs vis à vis des syndicats viendrait de la division de ceux-ci, division que le mouvement fait disparaître: "Quand un mouvement apparaît déterminé sur des objectifs intransigeants communs à toutes les catégories, alors son unité se réalise et les syndicats, divisés jusque là, se présentent au rendez-vous de la grève..." l'unité ou la division authentiques ou disqualifient les intentions syndicales".

C'est la vieille tactique suiviste qui consiste à utiliser le mouvement de masse pour faire pression sur les appareils réformistes, sous prétexte de les utiliser pour la lutte de classe. Mais cela signifie entraîner le mouvement dans une impasse, car, unis ou divisés, ces appareils sont les premiers obstacles à la lutte de classe; leur force vient non de leur lien avec la classe, mais de leur intégration dans les structures capitalistes et leur rôle est de contenir et de dévoyer les poussées combatives.

La grève des cheminots a soumis les syndicats à une pression très forte mais cela ne les a pas empêché de saboter la grève.

Il faut tirer les leçons de l'échec de l'orientation de Paris-Nord, soutenu par la LCR: les travailleurs ne peuvent compter sur le collaborationnisme syndical; il ne suffit pas de surveiller ou de faire pression sur les syndicats; il faut que l'organisation autonome des travailleurs, regroupant syndiqués et non-syndiqués, par delà les limites de catégorie prenne en charge de bout en bout l'organisation et la direction de la lutte.

La position de "Lutte Ouvrière" est, en apparence au moins, plus correcte. Elle a soutenu la coordination inter-catégorielle et défendu la nécessité d'élargir la lutte aux autres catégories et autres travailleurs. Mais elle voit surtout le caractère "démocratique" des diverses formes d'organisation apparues et semble en restreindre l'utilité à la seule grève. On chercherait en vain, sous la plume de L.O., des perspectives d'organisation indépendante des travailleurs. Dans sa revue "théorique", L.O. se contente prudemment d'écrire:

"Cette grève des cheminots, quelle que soit sa suite, va donc probablement laisser un exemple d'organisation de la grève inhabituel et qui peut faire date"(3)... Et elle enfourche aussi l'idée qu'on peut pousser les bonzes syndicaux dans le bon sens: "De plus, depuis 8 jours, ces coordinations (...) poussent (les organisations syndicales) en avant, même si c'est l'épée dans les reins...Le fait que les fédérations syndicales n'aient rien signé avec la SNCF à l'issue des négociations, qu'elles aient été extrêmement prudentes dans la présentation des résultats de ces négociations, qu'elles aient dit et redit que c'était à la base, aux grévistes de décider, est le résultat de cette pression exercée par les coordinations, c'est à dire l'organisation indépendante du mouvement gréviste, aussi embryonnaire soit-elle encore." (4)

L.O. montre qu'elle est incapable de comprendre l'importance décisive de la question de l'organisation ouvrière indépendante, qui va bien au delà d'une méthode d'organisation inhabituelle de la grève; mais qui est une question vitale pour la future reprise de la lutte de classe, qui ne se contentera pas de faire pression sur les appareils réformistes, mais qui devra les combattre et les vaincre.

C'est ainsi que L.O., après avoir affirmé le 10/1 que le changement sensible d'attitude des militants syndicaux, qui commencent à "respecter la démocratie ouvrière" sous la pression des travailleurs, est "un gage supplémentaire de victoire", se lamente, dans son article de bilan du 17/1 des manoeuvres de syndicats consistant à "caresser le sens démocratique du mouvement"(5). Misère de l'immédiatisme, condamné à être toujours "surpris" par les événements et "manoeuvré" par ceux qu'il croit pousser en avant...

Pour finir, L.O. en vient à reprocher aux cheminots d'avoir fait grève pendant les fêtes, empêchant ainsi par "vision corporatiste" que les autres travailleurs, sans doute trop occupés à faire bombance, les soutiennent...(6) Cette stupide accusation est en fait empruntée à la CGT qui voulait expliquer ainsi son opposition initiale à la grève (7) !

EN GUISE DE CONCLUSION

Selon les journaux économiques, le CNPF s'inquiète d'une "prolifération de coordinations incontrôlées"; de tous côtés, on redécouvre la nécessité de "syndicats forts": la bourgeoisie redoute plus que tout ces tentatives d'organisation des travailleurs qui échappent au contrôle du collaborationnisme et qu'on a vu apparaître dans d'autres secteurs, avec plus ou moins d'importance: à la R.A.T.P., aux P.T.T., dans l'Enseignement. Le résultat des dernières grèves dirigées par les bonzeries syndicales démontre avec éclat de rôle néfaste de celles-ci pour la lutte ouvrière. La CGT a fait s'achever la longue et dure grève des marins sur la promesse que le projet de création d'un pavillon de complaisance français (permettant d'employer des marins sans respecter le code du travail) ne serait pas appliqué avant... d'être examiné par le Conseil d'Etat ! Nous avons déjà vu comment la grève à EDF-GDF, plus ou moins déclenchée comme une manoeuvre de la CGT pour reprendre le contrôle de la situation sociale, a été rapidement sabotée devant sa force inattendue.

Il ne suffit pas d'appeler à la généralisation des luttes en s'en remettant à la spontanéité, ou de faire pression sur les syndicats afin qu'ils s'unissent dans un grand mouvement "pour chasser Chirac" (selon la LCR); si "l'avenir appartient à la base" (selon L.O.), c'est dans la mesure où cet avenir est **préparé** et cette base **organisée** sur des bases, des perspectives et des méthodes de classe.

Lors de la dissolution de la coordination Paris-Nord, la proposition de maintenir des "comités de vigilance" contre la répression a été adoptée, mais en précisant que leur fonction serait de "créer les conditions pour que les cheminots puissent riposter dans l'unité syndicale" (communiqué du 19/1/87).

Il est clair que la nécessaire organisation de classe des travailleurs se fera contre le réformisme syndical, mais il doit être évident que lui faudra également écarter l'obstacle du centrisme de "l'extrême gauche" congénitalement incapable de rompre avec le réformisme.

(1) cité par "Rouge" n°1240, 15/1/87
(2) ibid. (3) "Lutte de classe" n°6 janvier 87
(4) ibid. (5) "Lutte Ouvrière" n°971 10/1/87
(6) "Lutte Ouvrière" n°972 17/1/87
(7) "Le Matin" 26/12/86

Plus jamais ça ! La jeunesse scolarisée dans le marais petit-bourgeois

L'irruption inattendue d'un mouvement étudiant-lycéen sur le devant de la scène a fait l'effet sur certains d'une divine surprise, sur d'autres d'un coup de tonnerre dans le ciel jusqu'alors serein du libéralisme, et pour beaucoup, y compris parmi ceux qui se disent "marxistes" et "révolutionnaires", elle a été source de pas mal de perplexités. Quelle analyse est-il possible d'en faire, quelles peuvent en être ses conséquences et son avenir, c'est ce que nous allons essayer de montrer, en nous appuyant sur ce que le mouvement a dit de lui-même, comme sur ce qu'on a lui fait dire.

"1968, c'est vieux ! 1986, c'est mieux !"

Ce slogan, largement répété et approuvé par un représentant aussi incontestable des soixante-huitards que Cohn-Bendit fait référence à ce qui est perçu de 68: un affrontement déterminé avec l'Etat et le système, marqué par des heurts violents, et qui culmine dans la grève générale. Le mouvement de 86 rejette explicitement toute idée de mettre en cause l'organisation sociale, d'attaquer le système, dans lequel il dit au contraire vouloir prendre sa place, la place que devrait garantir les diplômés. Face aux médias qui ne cessent d'évoquer avec insistance le spectre de mai 68, le mouvement répond par l'affirmation de son **apolitisme**. Cet apolitisme se manifeste par le refus de tout ce qui peut rappeler des positions politiques "extrémistes" ou trop marquées (comme le terme de "camarades"), le refus d'élargir les questions au delà de l'objectif minimal que le mouvement s'est donné: l'abrogation du projet Devaquet. Les groupes d'extrême-gauche, qui se sont rapidement portés à la tête du mouvement, sans toutefois réussir vraiment à déloger les militants du PS, ont dû le faire de façon masquée et souterraine; non pas avec l'intention de faire triompher leur ligne politique, mais en reprenant à leur compte l'orientation générale dictée par le mouvement, donc en s'adaptant à son apolitisme avoué: pas de divergences visibles entre un Assouline (trotskyste de la LOR) et une Isabelle Thomas (PS), sinon des rivalités et des magouilles d'appareils pour s'emparer de la majorité aux différentes instances, magouilles facilitées par le masque de l'apolitisme.

"CRS AVEC NOUS !"

En lien étroit avec son apolitisme, le mouvement s'est voulu **pacifiste**; le refus de l'affrontement politique entraîne logiquement le refus de toute violence. Puisqu'il n'entendait remettre en cause aucune structure de l'ordre établi, pourquoi aurait-il dû affronter la répression policière ? Même après les premiers heurts violents devant l'Assemblée Nationale, où les matraques policières firent réapparaître le vieux "CRS SS !", le mouvement se cramponna dans son ensemble à son pacifisme. Les violences ne pouvaient être l'oeuvre que de "provocateurs" de la police ou de l'extrême-droite, totalement étrangers en tout cas aux étudiants et aux lycéens. La dernière manifestation en fit la démonstration, jusqu'à la caricature: contre la violence, sur le thème "Plus jamais ça", défilé funèbre silencieux avec la grotesque innovation des "casques blancs" chargés de témoigner sur les origines d'éventuelles violences, assimilées à des "provocations".

"ON S'EN SOUVIENDRA EN 88"

Pacifiste, respectueux des institutions, (quel symbole que la manifestation devant l'Assemblée Nationale !), le mouvement s'est voulu également **civique** et **démocratique**, quitte à oublier son apolitisme devant la répression. "Chirac, tu n'es pas un démocrate !" associé à "On n'est pas au Chili !" se sont traduits par le mot d'ordre d'inscriptions massives sur les listes électorales, pour répliquer dans 2 ans et par les urnes à l'assassinat d'un manifestant (décision de la Coordination Nationale). On comprend l'émotion des bourgeois libéraux et des soixante-huitards rassis devant la maturité et le civisme de cette "génération morale" si sage qu'elle donne des "leçons de démocratie" à Chirac.

La fameuse "démocratie directe" du mouvement-forme traditionnelle de tout mouvement de lutte étudiant depuis plus d'une quinzaine d'années s'accommode très bien de la vieille Démocratie Parlementaire, que personne ne songe à contester. Au contraire les débats de la Coordination n'avaient rien à envier aux débats du Parlement en matière de manoeuvres, de coups fourrés et de tractations secrètes et les jeunes militants socialistes ont pu mettre aussitôt à profit leur expérience manoeuvrière nouvellement acquise dans le panier de crabes de la préparation du congrès du PS.

LES RACINES DU MOUVEMENT

Il est indéniable que si le projet Devaquet a cristallisé contre lui le mécontentement, il n'est pas la cause profonde qui a fait descendre dans la rue et mis en

grève des centaines de milliers de jeunes. La crainte du chômage et des petits boulots, l'incertitude de l'avenir, ont fait ressentir comme insupportable un projet qui aurait rendu plus difficile l'obtention d'un diplôme et plus aléatoire l'obtention d'un emploi qualifié grâce à ce diplôme.

Signalons tout de suite que le projet Devaquet obéissait à la même logique fondamentale que les innombrables réformes réalisées ou tentées par les différents ministres, de gauche ou de droite, depuis des années. Pour le capitalisme, il est nécessaire d'adapter l'Université au marché du travail, de réguler la production de diplômés en fonction des besoins des divers secteurs de l'Economie tout en abaissant le prix de cette marchandise particulière. L'idéal capitaliste, proche du modèle américain, est une Université fonctionnant directement selon "les lois du marché", soumise donc à la concurrence: concurrence entre universités (avec la fin des diplômes nationaux), concurrence entre filières (filières "courtes" et "longues"), concurrence entre étudiants (aggravée par la détérioration des conditions de travail en raison de la recherche constante de la compression des coûts de fonctionnement) qui est la préfiguration de la future concurrence sur le marché du travail.

L'évolution de l'Université dans cette direction ne date pas d'hier, et les réformes Savary et Chevènement en font partie, avec en plus pour ce dernier une connotation réactionnaire sensible.

Mais alors que les mesures ou réformes de ces 15 dernières années ont suscité en réponse des mouvements de protestation des étudiants, cela n'a pas été le cas pour les actions de Savary et de Chevènement, si on met de côté la campagne en faveur de l'Ecole confessionnelle et les manifestations de mandarins et de certaines catégories d'étudiants en médecine. L'effet anesthésiant du passage de la Gauche au pouvoir a là aussi joué à fond, relayé qu'il était par les organisations syndicales présentes sur le terrain, alors que la victoire de la Droite a "libéré" ces organisations et leur a permis d'exprimer un certain nombre de revendications au point de faire fonction de détonateur du mouvement.

Le problème de l'Ecole et de l'Université ne se pose pas uniquement en termes économiques, mais aussi en termes sociaux et politiques. Le capitalisme développé a besoin de cadres et d'élites à une échelle telle qu'il ne lui est plus possible de les recruter uniquement dans la bourgeoisie; il doit faire appel à des éléments issus des couches "populaires". L'élargissement du recrutement de l'Université, sa "démocratisation" graduelle ont correspondu à ce besoin. En conséquence l'Ecole et l'Université sont devenues un moyen important pour des éléments de la petite-bourgeoisie et même de la classe ouvrière d'échapper à leur condition d'origine et de grimper dans l'échelle sociale. Les thèmes de "l'accès à la culture", de la "Démocratisation du savoir", de "l'Ecole libératrice" etc., recouvrent cette perspective d'ascension sociale, véhiculée plus spécifiquement par les organisations réformistes et qui constitue un **pilier fondamental de l'ordre bourgeois**, étant donné qu'elle s'oppose directement à la perspective de la lutte révolutionnaire pour l'abolition des classes et de la division du travail.

En période de récession économique l'Université apparaît non seulement comme le principal moyen d'ascension sociale, mais aussi comme le seul moyen d'échapper à la prolétarisation. Il est connu depuis longtemps que les régions à taux de chômage élevé et à activité économique languissante sont aussi les régions où la durée des études est la plus longue et où la demande d'entrée à l'Université est la plus forte.

Il y a donc là un facteur supplémentaire de la crise de l'Ecole et de l'Université: c'est au moment où, à cause du ralentissement économique, la demande de cadres diminue, qu'augmente l'afflux d'étudiants. Les rédacteurs du projet Devaquet veulent freiner cet afflux en instituant (ou en institutionnalisant) différents barrages et en cassant le lien, pourtant de moins en moins automatique entre diplôme et emploi qualifié et bien rémunéré.

Cependant personne ne songe sérieusement à introduire brutalement une sélection trop rigoureuse, en particulier par l'argent avec des universités payantes, de peur de donner l'impression de fermer cette

soupe de sécurité de la société de classes qu'est l'idée de l'ascension sociale par les études. L'agitation des lycéens et des étudiants a montré que cette idée n'a rien perdu de sa force hypnotique, alors même qu'elle devient de plus en plus un simple mirage.

CONFORMISME PETIT-BOURGEOIS

Contrairement à ce qui a été écrit, l'agitation lycéenne et étudiante n'a pas été un "mouvement social non identifié". Si d'un point de vue sociologique il comprenait des éléments issus de toutes les classes sociales et destinés à se retrouver dans toutes les classes, ce sont les enfants des classes moyennes, les plus nombreux, qui ont donné le ton à un mouvement qui s'en est obstinément tenu à l'objectif restreint de l'accès à la carrière et à la "situation". C'est si vrai que les jeunes d'origine plus nettement ouvrière comme dans les établissements techniques et professionnels ont participé au mouvement sans jamais avancer de thèmes spécifiques à leur future condition prolétarienne. Jamais le mouvement de 86 n'a songé à avancer de revendications sur la question du chômage, comme l'avaient fait les mouvements étudiants au milieu des années 70, ou le mouvement étudiant-lycéen actuel en Espagne.

Le rejet décidé de la politique, la profession de foi pacifiste, les références constamment à la Démocratie, sont l'expression typique d'un mouvement petit-bourgeois. La petite-bourgeoisie, située entre les 2 classes antagonistes de la société dont tout conflit sérieux menace de la broyer, a comme idéal la chimère de la conciliation pacifique des intérêts opposés, de la disparition des conflits de classes dans la Démocratie.

L'apolitisme affiché par les lycéens et les étudiants est l'expression de ce refus de se situer dans un des camps qui divisent la société. Révoltée contre les effets nocifs du capitalisme, surtout quand ils menacent de la faire chuter dans le prolétariat, la petite-bourgeoisie ne peut ni ne veut comprendre que ce sont là les conséquences nécessaires de ce mode de production; elle rêve d'un capitalisme harmonieux et sans contradiction, d'une Démocratie véritable et sans matraques, d'une France qui suivrait vraiment les idéaux de la révolution d'un Etat qui garantirait à tous la valeur des diplômes.

La "politisation" du mouvement sous les coups de la répression n'infirme pas ce que nous venons de dire: elle a abouti concrètement à faire appel, avec l'espoir de voir les travailleurs et le peuple en général soutenir les revendications des jeunes, aux bureaucraties syndicales ignorées au début du mouvement. Celles-ci ont répondu à l'appel, pour jouer leur rôle traditionnel de **pompier sociaux**, avec le maximum de garanties pour éviter tout dérapage et tout débordement. Une de ces garanties (avec les mots d'ordre, l'itinéraire et même l'horaire !) a été la participation au service d'ordre de la manifestation prévue. Et c'est ainsi que les gros bras de la CGT, en collaboration avec le S.O. de la LCR et ceux, moins importants, de la CFDT, du PS et autres, ont étroitement encadré la manifestation Parisienne, symbolisant de manière éclatante l'accord de ces organisations pour jouer les chiens de garde contre toute tentation subversive et l'abdication par le mouvement de son autonomie si jalousement proclamée au début.

Cette "politisation" souligne le conformisme petit-bourgeois du mouvement car après avoir abandonné ses côtés irréalistes il ne va pas au delà de l'affirmation claire de sa soumission à l'idéologie dominante et de la réintégration des institutions de l'Etat bourgeois. Il revivifie même le jeu Parlementaire en le faisant apparaître comme le débouché naturel de la lutte et l'arène dans laquelle Chirac sera sanctionné pour sa brutalité: les citoyens rendront démocratiquement leur verdict, le mouvement, lui, se dissout sans heurts ni regrets.

L'agitation et la lutte de centaines de milliers de jeunes n'ont donc pas ébranlé la société; elles ont cependant contraint le gouvernement à une recule sans gloire.

CONSEQUENCES ET PORTEE DU MOUVEMENT

L'agitation des classes moyennes et tout particulièrement l'agitation de la jeunesse étudiante constitue souvent un symptôme et un signal des contradictions qui secouent la société; révélateur

parfois des tendances profondes à l'oeuvre dans l'organisation sociale, elle peut même contribuer à exprimer à sa manière l'aspiration d'autres classes qui s'engouffrent dans la brèche qu'elle ouvre dans la paix sociale.

C'est ainsi qu'il faut interpréter les mouvements d'étudiants et de jeunes scolarisés qui se font écho de Bruxelles à Madrid, de Paris à Pékin, du Mexique à l'Italie, du Pérou au Sénégal, de la Corée à l'Algérie, etc...

En Algérie ce sont les jeunes travailleurs et chômeurs qui en rejoignant le mouvement étudiant donnent sa force à l'agitation et la dirigent contre les symboles de l'Etat; en Chine c'est la mise en mouvement des ouvriers, dans les manifestations ou dans des grèves, qui contraint le gouvernement, d'abord bienveillant vis-à-vis des étudiants, à recourir à la répression la plus brutale.

En France, la bourgeoisie n'a pas oublié l'expérience douloureuse de 68, où l'agitation étudiante a servi de détonateur à la vague sociale la plus importante depuis des décennies. L'apparition d'affrontements et de violences ont donc retenti comme un signal d'alarme, surtout avec la sympathie manifestée parmi les travailleurs envers les jeunes; de simple problème épineux pour la politique gouvernementale, le mouvement risquait de devenir une menace beaucoup plus sérieuse vis-à-vis de l'ordre social. L'Elysée, en prise directe avec les étudiants et malgré "l'influence modératrice du PS" (comme dit "Le Monde") était tout aussi inquiet de développements incontrôlables que Matignon. A leurs différents postes, avec leurs rôles propres, les acteurs de la vie politique et sociale se sont alors mobilisés pour siffler la fin de la partie; pour que tout rentre dans le rang sans plus de bavures, il a fallu cependant sacrifier le projet Devaquet et même, à l'ébahissement des étudiants eux-mêmes, les projets sur le code de la nationalité et autres...

Le gouvernement sur le plan politique a perdu des plumes dans cette affaire; mais malgré la vague de grèves qui a suivi, la Bourgeoisie dans son ensemble doit se féliciter d'avoir évité une crise politique et sociale bien plus importante, qui lui semblait devenir possible. Elle a mesuré concrètement à quel point une offensive "libérale" trop brutale pouvait faire courir des risques à la paix sociale. Nul doute qu'elle doit envisager avec beaucoup plus de faveur un retour au gouvernement des socialistes, eux qui ont su aller dans la "bonne" direction, tout en la préservant de mouvements sociaux de grande ampleur. La crise étudiante et lycéenne démontre la nécessité quasi inévitable d'une **gestion social-démocrate** du pays en même temps que la capacité renouvelée du PS à parrainer et à canaliser un imposant mouvement de la jeunesse scolarisée, et donc son regain rapide d'influence parmi les masses, dans les couches moyennes et au delà. La conséquence au niveau des remaniements politiques dans la direction de l'impérialisme français est évidente: le PS est devenu une pièce centrale dans l'échiquier politique.

Comme dans les autres pays, le mouvement étudiant et lycéen a focalisé autour de lui un certain nombre de problèmes brûlants: la question du racisme, du chômage. Mais il n'a eu aucune peine à leur imprimer sa marque pacifiste et conformiste, à faire reculer le spectre des émeutes de Brixton et des affrontements des Minguettes. La très modérée association France-Plus renaît de ses cendres à la chaleur du mouvement et relance ses initiatives pour ramener dans le cirque électoral les jeunes arabes, des jeunes chômeurs sont admis dans certaines A.G. pour apporter leur soutien aux étudiants...

C'est là l'indication que les contradictions sociales n'ont pas encore atteint un degré d'acuité suffisant pour se manifester sous la forme de **contrastes de classes** ouverts qui feraient voler en éclats le mythe de l'unité de la jeunesse et l'emprise petite-bourgeoise sur celle-ci.

Ce sont les faits eux-mêmes qui montreront aux jeunes scolarisés quand ils seront sur le marché du travail la vacuité de toutes les prétentions réformistes sur la "formation", "l'éducation" et les diplômes et la nécessité de la politique révolutionnaire; c'est le retour à la lutte de classe par le prolétariat qui permettra la constitution d'un mouvement révolutionnaire de la jeunesse entraînant derrière la jeunesse ouvrière y compris les éléments issus des classes moyennes dans la lutte contre l'Etat bourgeois et le capitalisme, en prenant donc aussi appui sur toutes les luttes partielles et limitées à l'Ecole ou à l'Université qui pourront être menées dans un sens **anti-bourgeois**; alors oui le "Plus jamais ça !" pourra retentir avec quelque chance de succès, puisqu'il signifiera: **"plus jamais sous le joug du capitalisme ! Plus jamais à la remorque de la petite-bourgeoisie !"**

Le second souffle...

En parlant des réformes de Gorbatchev et du "Forum pour la paix" organisé à Moscou, L'Humanité du 17/2 évoquait "le second souffle de la révolution d'octobre".

Mais en octobre 17, c'est une tempête révolutionnaire qui soufflait de Russie et qui s'élançait à l'assaut du capitalisme international. En février 87 au contraire le représentant de l'impérialisme soviétique, devant un parterre attentif de stars, de religieux, de gros industriels et autres personnalités du monde bourgeois, promet que ce dernier n'a rien à craindre de l'URSS, intéressée avant tout à la "restructuration" intérieure et à la "lutte pour la sauvegarde de la civilisation" à l'extérieur. Et s'il parle beaucoup de "socialisme", Gorbatchev insiste sur "l'interdépendance" du monde, sur la nécessité de trouver des "solutions globales" aux problèmes de la faim, de la santé, de l'énergie et au "fléau du terrorisme", c'est à dire sur la **communauté d'intérêts** entre son prétendu socialisme et le capitalisme mondial; communauté d'intérêts abordée d'ailleurs très concrètement dans la "commission hommes d'affaires" (sic) du Forum où on a beaucoup discuté, paraît-il, de l'ouverture de l'URSS aux capitaux étrangers (sous forme d'entreprises "mixtes") et des perspectives commerciales.

Soixante-dix ans après octobre, soixante ans après la victoire de la réaction Stalinienne, le "second souffle" de la contre-révolution semble un peu court. Il a beau promettre à l'extérieur "l'immortalité de la civilisation humaine" (comprenez: l'éternité du mode de production capitaliste), il n'a pas pour autant résolu ses problèmes intérieurs: comment augmenter la productivité du travail, comment rentabiliser l'économie du pays, comment, en définitive, exploiter mieux et davantage le travailleur soviétique, sans mettre en péril la stabilité sociale.

Il est douteux que les vagues promesses de "démocratisation" et de "transparence" suffisent à faire passer la réalité de la discipline renforcée du travail et de l'effort accru. Il se pourrait bien que beaucoup se mettent à suivre l'exemple de ces ouvriers décrits par un dissident récemment libéré (cf "L'Alternative" déc.86), emprisonnés pour avoir fondé un "Parti Communiste d'un autre type". Ces prisonniers là n'intéressent pas les médias occidentaux car ce ne sont pas des dissidents luttant pour la Démocratie, ils n'intéressent pas L'HUMANITE car ils démontent le mensonge du faux socialisme Moscovitaire; ils sont le témoignage de la réalité de la lutte des classes en URSS et à ce titre ils sont le garant que le second souffle de la révolution se lèvera tôt ou tard pour affronter dans une lutte à mort le capitalisme soviétique et ses défenseurs "réformateurs" ou "conservateurs".

SOUSCRIPTION POUR LA PRESSE.

Pour mener notre combat contre le capitalisme, nous devons faire un effort important de propagande et d'agitation. Pour cela nous devons développer et renforcer notre presse, pivot central de notre activité politique. Pour cela, toi qui lis notre presse et partage les mêmes certitudes que nous, tu peux participer à notre effort pour renforcer notre presse en souscrivant au "prolétaire".

IL COMUNISTA

sommaire du No 4-5/1986 :

-Anti-apartheid et lutte de classe
-Haïti -Les causes de la scission de Livourne 1921 -Appel international du parti (1950) -La position du groupe "ESPARTACO" -Vie du parti: réunion internationale de sept. 86 -Correspondances ouvrières -Divers

Abonnement: 120001 soutien: 200001
IL COMUNISTA c.p.10835
20110 MILAN ccp 3012909 Milan

CORRESPONDANCE POUR LA FRANCE:
Editions Programme, 17, rue René
Leynaud 69001 LYON

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE:
Editions Programme 12 rue du Pont
1003 LAUSANNE

No d'inscription à la commission
paritaire de presse: 5296

Directeur de Publication: DESSUS
Abonnement annuel: 50FF 200FB
25FS 12000L Abonnement de soutien:
100FF 400FB 25FS 20000L Paiements
à l'ordre de: DESSUS

L'EXPÉDIENTISME CONTRE LE PARTI

Ce numéro du "Prolétaire" sort avec quelque retard, puisque nous aurions dû normalement le publier en décembre. Ce retard n'est évidemment pas fortuit. Il est la conséquence d'une discussion politique au sein du groupe des camarades francophones, qui s'est engagée dès la parution en juillet du numéro 388, qui a pris rapidement l'allure d'une bataille politique et qui s'est conclue par le départ de plusieurs camarades. Cette situation - alors que nos forces matérielles étaient déjà bien minces - nous oblige à nous réorganiser et à redimensionner notre activité.

Ce retard, conséquence matérielle de cette crise interne, est évidemment l'aspect secondaire par rapport aux questions politiques soulevées à l'occasion de cette rupture. Les soubresauts multiples que nous avons connus depuis l'éclatement du parti en 82 rendent certainement obscure pour le lecteur ou même le sympathisant plus proche de nous, la compréhension de tous les problèmes politiques surgis de cette cascade de luttes politiques internes livrées ces dernières années et difficile une claire vision de toutes les déviations apparues en ces occasions.

Nous sommes conscients qu'il est nécessaire de faire un bilan explicite de cette succession d'affrontements de manière à faire comprendre aux militants qui nous approchent, et nous approcheront, la trajectoire du parti, depuis les bases de sa constitution jusqu'à son ébranlement terrible d'il y a 5 ans, sous les poussées des nécessités matérielles des luttes réelles, tant sur le plan économique que politique. Ce travail de bilan, nous l'avons commencé et bien avancé par une série d'articles du "Prolétaire" et de "Il Comunista", mais il doit se poursuivre de façon plus approfondie encore au travers de "Programme Communiste" dont nous allons reprendre la publication après une trop longue éclipse. Ce sera le rôle de la revue de retracer le cours de toutes les déviations, de les analyser et d'y opposer une claire vision marxiste du parti, de la lutte des classes, de son développement, des rapports entre le parti et la classe et des orientations politiques et tactiques que les communistes doivent défendre et s'efforcer de mettre en application aujourd'hui.

Pour ce qui est de la crise que nous venons de traverser et qui a eu son épilogue avec la rupture d'un groupe de camarades, nous essayerons dans cet article de fournir aux lecteurs le maximum d'information et d'analyse politique pour discerner ce qu'elle a eu de spécifique ou de commun par rapport aux crises précédentes.

Pour bien situer la nature des divergences et analyser le fait qu'elles ne soient pas apparues plus tôt, il faut comprendre que les camarades regroupés autour du journal "Le Prolétaire" après 82 ont cherché, par un travail collectif de clarification politique, une cohésion suffisante pour mener à terme des luttes politiques contre les divers courants issus de la matrice commune du parti communiste international. Cette cohésion a pu se réaliser d'une part parce qu'il y avait une volonté effective et un objectif immédiat communs: combattre le reniement de notre passé par ceux-là même qui en furent les principaux artisans et regrouper sur la base d'un travail de bilan de notre activité politique et pratique un noyau homogène de camarades pour construire les prémisses d'une organisation à caractère de parti, nécessaire à tout développement ultérieur du parti. D'autre part elle s'explique aussi parce que la bataille que nous menions contre les diverses déviations agissait comme un ciment en nous poussant au maximum de cohésion et d'homogénéité pour affronter de façon cohérente les problèmes politiques et tactiques légués par la crise de 82. De plus cette cohésion était facilitée par rapport à des positions aussi clairement anti-parti des "liquidateurs" en France ou de "Combat" en Italie, ou propagandistes de "Il Programma comunista", mais elle était possible également parce que les théorisations erronées qui ont vu le jour en été 86 n'apparaissent pas encore, même si on peut soupçonner qu'elles étaient en gestation consciemment ou non.

De la forme parfois rhétorique de certains articles de fond, qui avait d'ailleurs provoqué des discussions internes, on ne pouvait pas alors tirer la conclusion que certains camarades élaboraient par exemple une vision abstraite de la tactique et une théorie non classiste de la reprise des luttes de classe.

L'important à ce moment là a été de trouver une homogénéité sur les perspectives cadres que nous nous donnions. Ce n'est en définitive qu'en approfondissant certaines questions politico-tactiques que les divergences ont éclaté, soit parce que derrière des formulations encore générales sont apparues - dès que l'analyse s'appliquait à tel ou tel cas particulier - des orientations réelles étrangères à notre patrimoine, soit plus simplement parce que la position même de ces camarades avait évolué, renversant qu'elle en l'air des principes qu'ils avaient eux-mêmes contribués à défendre.

Dans la première catégorie des formes de cette évolution on peut mettre en première loge la double question des mouvements interclassistes et de la reprise de la lutte de classe dans les aires de capitalisme impérialiste.

Rappelons à ce propos que l'erreur d'appréciation-tactique du parti qui s'est fait sentir vers la fin des années soixante et au début des années soixante-dix a été d'adopter une attitude indifférente ou plutôt indistincte

envers les mouvements de lutte interclassistes. La crise capitaliste n'est en effet pas seulement une crise pour la classe ouvrière, même si celle-ci est la plus durement touchée; elle est la crise de toute la société et elle fait exploser les contradictions les plus diverses qui toutes ont leur origine dans la nature des rapports capitalistes de production et qui toutes ne disparaîtront qu'avec leur destruction. Ces contradictions ne sont pas spécifiques à une classe particulière, elles se répercutent sur de larges catégories sociales en particulier sur toutes les classes moyennes extrêmement sensibles, mais aussi sur le prolétariat. Pour cette raison, le prolétariat et son avant-garde politique sont intéressés à intervenir sur tous les terrains où s'expriment ces contradictions afin de rallier à leurs objectifs propres tout ou partie des forces qui s'y mobilisent, de lutter contre les illusions et les orientations capitulaires de la petite-bourgeoisie et de faire valoir dans les faits - donc pas seulement dans la propagande, mais aussi dans l'organisation et la direction concrète de luttes partielles - les perspectives de classe.

Mais, en même temps qu'il renforçait son activité syndicale, le parti luttait alors de manière interne contre les tendances à caractère économiste qui, pour schématiser leur position, faisait mécaniquement dépendre la révolution d'une simple extension de la grève générale en un mouvement politique sous la direction du parti de classe, vers la prise du pouvoir. Dans cette vision prisonnière d'une transposition mécanique d'une situation historique des années 17-20 où la tactique avait pour base une classe ouvrière forte et organisée, la préparation du syndicat de classe dès aujourd'hui prenait la prépondérance et l'exclusivité sur tout autre aspect tactique de la préparation révolutionnaire du prolétariat; préparation révolutionnaire qui passe par des voies bien plus complexes qu'il y a 60 ans, étant donné l'état de ruine politique et organisationnelle de la classe ouvrière actuellement. Le parti a posé alors les prémisses d'une tactique et d'une pratique militante vis-à-vis des mouvements à caractère social large où il s'agit de défendre le point de vue prolétarien face aux perspectives des classes intermédiaires.

Une bonne partie de ceux qui ont été à l'origine de la crise de 82 en France, de même que ceux qui ont été à l'initiative de "Combat" en Italie l'année suivante, ont commis l'erreur irrémédiable de faire sortir cette analyse tactique de ses limites marxistes et prolétariennes. Ils ont finalement fait, avec des variantes multiples, du "mouvement" en général l'essence même de toutes leurs théories, y compris sur la question de la formation du parti, et ils ont jeté le patrimoine du parti, trop encombrant, à la poubelle de l'histoire en l'accusant même de dresser le marxisme contre la révolution!

C'est pour réaffirmer les conclusions auxquelles le parti était parvenu du point de vue tactique, pour réfuter les accusations d'économisme ou de mécanisme syndical, pour affirmer clairement que nous revendiquions - au contraire des liquidateurs - l'entière responsabilité du travail d'approfondissement politique et tactique effectué par le parti au cours des dix dernières

années, que nous écrivions dans un article paru dans le No 369, en janvier 83 donc trois mois seulement après l'éclatement, et intitulé "Le sens de notre combat politique":

" C'est pourquoi il serait illusoire de croire que la reprise générale de la lutte prolétarienne se développera sur des bases directement claires. Au contraire, on peut prévoir qu'elle se réalise non seulement à travers une succession d'avancées et de reculs, mais aussi au départ d'une manière complexe et tortueuse. En raison même de la formidable pression exercée par les forces impérialistes et capitalistes, les poussées de lutte sont même condamnées à s'exprimer au départ sur des terrains choisis par la bourgeoisie ou issus de ses initiatives et qui ne sont pas forcément les plus clairs et les meilleurs pour permettre que se dégage une conscience directement classiste et débarrassée de toute influence contraire. Cela d'autant plus que les antagonismes sociaux ne se réduisent pas à la seule opposition bourgeoisie-prolétariat, même si celle-ci est historiquement la principale force motrice.

" De plus, en raison du monopole exercé par toutes les forces contre-révolutionnaires sur la scène politique, les mouvements de lutte ne se placent pas seulement sur le terrain syndical, mais aussi sur des fronts beaucoup plus différenciés concernant des questions politiques ou des questions de vie quotidienne (luttes anti-nucléaires, antimilitaristes, mouvements contre la guerre, mouvements de la jeunesse, etc.). A cet égard il serait catastrophique de croire que la reprise de la lutte de classe prolétarienne à grande échelle se fera obligatoirement d'abord à travers des luttes à caractère économique, puis se déroulera sur le terrain politique. Notre analyse doit au contraire être dialectique. Pour nous les luttes immédiates et partielles, à travers leur multiplicité, peuvent avoir aussi bien un caractère économique que politique. En raison du formidable poids de l'idéologie dominante il est même inévitable que les explosions de lutte des masses se développent au départ à travers des orientations confuses, voire même réactionnaires (comme on a pu le voir en Pologne ou en Iran)."

Nous citons ensuite l'exemple de Chooz pour montrer comment la lutte antinucléaire et la lutte prolétarienne contre les restructurations faiseuses de chômeurs peuvent à un moment particulier et sous des formes spécifiques, et non comme règle générale, s'articuler et se conditionner l'une l'autre.

De cette analyse alors commune, les camarades qui quittent aujourd'hui l'organisation en ont tiré des extrapolations et des extensions étrangères à une perspective marxiste de développement de la lutte prolétarienne, en attribuant aux mouvements purement interclassistes, tel le mouvement antinucléaire, la vertu de pouvoir devenir en soi facteur de reprise de la lutte de classe. L'expression de cette déviation, qui attribue à un mouvement interclassiste le potentiel d'être pour et par lui-même un facteur probable sinon certain de la reprise, n'est finalement apparue de manière claire qu'à l'occasion d'un article sur la lutte antinucléaire, "Nucléaire, un Front de lutte qui concerne les prolétaires" dans le No 388 de juillet 86.

En aucune façon il n'y a de continuité entre les positions exprimées dans les No précédents du journal et les déviations actuelles, quels que soient ceux qui concrètement écrivaient les articles.

La deuxième catégorie des formes de l'évolution politique des ex-camarades, telle qu'elle s'est manifestée dans les discussions internes, est le reniement complet des objectifs de travail et d'action politique établis après 82 par les militants regroupés autour du "Prolétaire". Ce reniement est apparu à propos du journal, de sa fonction et de sa forme actuelle. Comme pour les autres déviations, le désarroi de ces camarades devant une situation sociale apparemment figée et devant nos faibles forces actuelles a largement contribué à creuser un fossé entre eux et nous, mais cela ne saurait atténuer la critique. C'est ainsi que, parce que "Le Prolétaire" après 4 ans d'existence avec une nouvelle rédaction, ne sortait pas du cercle d'influence des "avertis" ou de trop rares contacts nouveaux, et parce qu'aujourd'hui, en pleine phase d'apollitisme, les prolétaires sont souvent méfiants devant toute affirmation d'appartenance à un parti

(suite en page 6)

(suite de la page 5)

et à un courant historique révolutionnaire, ces camarades ont remis en cause la nature du journal en tant qu'organe du Parti Communiste International, et son rôle de propagande et d'organisation autour du parti. L'idée émise alors était de le remplacer par un journal "anticapitaliste" d'agitation sans revendication d'appartenance au parti, mais rédigé cependant par lui, ceci afin de tromper la méfiance des avant-gardes à notre égard. Dans cette perspective le journal prenait l'allure d'un coordinateur général des luttes, suivant les orientations du parti, sans apparaître comme notre émanation et sans être le fruit d'un travail réel d'intervention et d'organisation du parti sur le terrain des luttes.

Une revue, au caractère plus général, mais se revendiquant cette fois du parti, aurait formé le deuxième volet de notre presse. Cette proposition qui ne fût pas poursuivie (et pour cause, car surgirent d'autres problèmes politiques), marque bien la désorientation des ex-camarades, reniant bel et bien toute l'orientation donnée au travail de presse en parfaite concordance avec les positions du parti d'hier sur cette question, et qui sont exprimées notamment dans l'article "le journal dans notre bataille politique" du No 368 de décembre 82. Cette proposition montrait donc comment ces camarades cédaient à la pression de la situation politique et sociale défavorable à la propagande et à l'action communiste, et comment ils se laissaient entraîner à rompre avec nos positions politiques claires quand à la nature et au rôle de notre presse. Ils tombaient ainsi dans ce qu'ils

avaient eux-même critiqué contre d'autres scissionnistes en France ou en Italie, à savoir l'illusion de pouvoir agir pour accélérer le processus de reprise et le cercle de notre influence par des **expédients** tactiques dont la commune caractéristique est de **faire disparaître le parti sous le manteau**.

Car le plus grave, c'est que cette désorientation sur la question de la presse soulevait par la bande une question encore plus fondamentale, celle du parti. Les deux questions sont en effet intimement liées et c'est pourquoi dans l'article du No 368 nous expliquions que le journal s'inscrit dans la perspective de la construction du parti et en est l'arme et le moyen principal. Se priver de cet instrument, c'est se priver de toute prétention à devenir facteur agissant dans la lutte de classe contingente et a fortiori dans l'action révolutionnaire du prolétariat. Voici ce que nous écrivions:

"comme nous l'avons rappelé dans le No précédent du Proletaire, nous sommes fermement décidés, malgré la très grave crise qui nous frappe à poursuivre notre combat politique. Il importe cependant de préciser le sens de notre bataille politique c'est-à-dire sa fonction et les moyens pour y parvenir. Notre objectif est évidemment de constituer le parti d'action révolutionnaire capable d'unifier toutes les forces révolutionnaires dans le feu du combat de classe autour de son programme politique; un parti compact et puissant agissant pour rassembler organiser et diriger toutes les énergies combattantes et entraîner

"les plus larges couches possibles des masses ouvrières et exploitées dans la lutte émancipatrice; un parti d'action révolutionnaire qui intervienne comme facteur de la révolution au service de la cause du communisme qui est notre but final. Dans cette perspective, notre journal, qui reparaît désormais doit être la charpente de la construction de l'organe révolutionnaire. Pour avancer sur cette voie, le journal doit intervenir à la fois comme organisateur collectif des forces de notre parti, et comme instrument de bataille dans tous les épisodes de la lutte des classes (il s'agit bien entendu d'un résultat que nous devons conquérir et non d'un point de départ)".

En lui retirant le label du parti, et en faisant un succédané de journal d'avant-garde, notre organe de presse principal s'éloignait de ces objectifs pourtant clairs et nous aurions tendu du même coup la main à d'autres hésitations et déviations sur la question fondamentale du parti. Que ce soit ou non la volonté des camarades au départ, une fausse orientation de l'activité finit toujours par ronger les principes politiques mêmes du parti, car ils deviennent inopérants et contradictoires avec cette orientation erronée; de plus cette situation provoque inévitablement l'émergence de courants révisionnistes adaptant finalement systématiquement les principes à la tactique. Le danger en l'occurrence n'était pas immédiatement la négation de toute nécessité du parti, mais de confiner en définitive celui-ci

au rôle de coordinateur général des avant-gardes et d'éclairer universel des consciences, déviation particulièrement ancrée chez un groupe tel que "Combat", et dont le résultat est un suivisme honteux à l'égard des mouvements et des avant-gardes tels qu'ils se présentent.

* * * *

En partant des cas spécifiques de la lutte anti-nucléaire et de la question de la presse, nous avons tenté d'expliquer comment sont apparues les divergences au sein du groupe de camarades qui après 82 a repris en main l'activité du parti en France en concentrant son effort sur la reconstruction de la presse et sur la mise sur pied d'une activité à caractère de parti.

Entre l'apparition des premières divergences en juillet et la rupture formelle en novembre s'est tenue une réunion internationale (septembre). Les différents problèmes soulevés depuis quelques mois auraient dû y être discutés, mais en raison de l'absence des principaux novateurs, le travail de clarification n'a pas pu être amorcé et c'est lors d'une seconde réunion internationale, en novembre, que ces camarades ont annoncé leur rupture, sans avoir toutefois mené aucune bataille politique réelle.

Le compte-rendu de la réunion de septembre est paru dans "Il Comunista" No 4-5 (juillet-octobre 86). Le manque de place nous oblige à renvoyer au prochain No la publication d'extraits de ce compte-rendu, important parce qu'il montre quel est le travail engagé par le parti et que nous poursuivrons en dépit de toutes les défections. ●

CRISE DE REGIME ET REPRISE DE CLASSE

(ARTICLE PUBLIE DANS "PROGRAMMA COMUNISTA" No 11/1971)

CRISES DE REGIME ET REPRISE DE CLASSE

Nous, militants de la Gauche Communiste, nous sommes souvent accusés de ne pas avoir d'autre perspective que la révolution (et quelle autre perspective devrions nous avoir ?). Nous serions de ce fait coupés des contingences concrètes, comme en témoignerait l'exiguité de nos forces et notre absence de poids réel dans "la situation".

L'avenir appartiendra à ceux qui auront gardé les pieds solidement ancrés dans le passé et les yeux fixés fermement sur le futur. Notre perspective est sans aucun doute la révolution, comprise ici comme **insurrection armée de la classe**. Mais avant même cet acte ultime qui précède la conquête du pouvoir, la **résurrection politique de la classe** est indispensable. En ce sens, la révolution vit dès aujourd'hui comme processus dialectique dans lequel se heurtent les contradictions économiques à l'origine des contrastes sociaux, politiques et idéologiques. L'insurrection aura lieu, à condition que la résurrection politique soit d'une ampleur telle qu'elle puisse renverser les rapports de force actuels entre les classes.

Même dans les périodes les plus obscures de la réaction capitaliste et de la domination de l'opportunisme, la classe n'a pas manqué de donner des signes héroïques de vie, comme lors de la Commune de Berlin de 1953. Et même lorsque n'apparaissent pas de manifestations de classe, les intérêts historiques du prolétariat entrent en conflit avec ceux de la classe capitaliste au point de contraindre l'Etat bourgeois à remplir en permanence sa fonction anti-ouvrière. L'illusion de l'Etat au-dessus des classes s'écroule encore plus vite quand l'Etat agit de façon réformiste, parce qu'il manifeste sa force sans avoir besoin de recourir à la violence directe et ouverte. Quels que soient ses actes, l'Etat bourgeois a toujours pour but la défense des intérêts du capital et l'écrasement des intérêts du prolétariat.

Mais la pression de classe, potentielle ou non, n'est pas un fait de volonté; elle est plutôt la réaction nécessaire et antithétique du prolétariat au despotisme totalitaire du capitalisme. Il va de soi que le capitalisme serait éternel si les contradictions sur lesquelles il se fonde et en vertu desquelles il se développe, ne lui étaient pas inhérentes; et par contradictions, nous n'entendons pas seulement les contradictions économiques, mais également les contradictions sociales et politiques.

CRISE ECONOMIQUE ET CRISE POLITIQUE

Les crises économiques et les crises politiques qui en sont le reflet se développent et explosent donc à l'insu du régime capitaliste qui les subit comme un cataclysme naturel. Mais les crises économiques n'ont pas nécessairement un contre-coup politique immédiat. La fameuse crise de 1929 - 1933, dite du "vendredi noir", ne provoqua pas de contre-coups politiques d'intensité comparable aux USA, l'épicentre du séisme. Cette crise profonde et mondiale créa toutefois les causes fondamentales du déclenchement retardé de la petite crise économique de 38-39 d'où partit la seconde guerre impérialiste.

Cette évolution non mécanique des crises est utilisée par les idéologues bourgeois à l'appui de la thèse de la non inévitabilité des crises économiques et en conséquence (c'est pour eux le problème le plus brûlant) pour tenter de démontrer qu'elles ne doivent pas se traduire nécessairement par des crises politiques et sociales. Il est vrai que la grande crise de 1929 ne provoqua pas de crise sociale qui mette en mouvement la classe ouvrière; le capitalisme mondial en sortit indemne au point de pouvoir manoeuvrer sans gros risques politiques et sociaux pour résoudre momentanément ses contradictions par la guerre. C'est le contraire qui se passe lors de la première guerre impérialiste: crise économique, crise sociale et crise politique révolutionnaire se succèdent dans la brève période de 3-4 années, même si le capitalisme réussit à parer le danger.

Qu'est-ce qui explique la différence de cette période avec 1929-1933? Pour les marxistes, la réponse est simple: la présence du parti politique de la classe ouvrière. La deuxième fois, le prolétariat international fût enchaîné aux destinées du capitalisme par son propre parti, passé à l'ennemi. Les idéologues bourgeois le savent bien, qui indiquent constamment des solutions politiques plutôt qu'économiques (sur ce plan les témoignages d'impuissance ne manquent pas). Le succès du capitalisme sur le prolétariat eût lieu sur le terrain politique et non sur le terrain économique; le capitalisme a pu paralyser le prolétariat alors même que sur le terrain économique les désastres ont succédé aux désastres et que des cadavres par dizaines de millions ont ensanglanté le monde.

L'opportunisme, à son tour, connaît les précieux services qu'il a rendu au capitalisme, au point de poser sa candidature à la direction de l'Etat, avec la certitude de posséder toutes les garanties de la meilleure gestion du régime du capital.

LA CRISE DE REGIME EST DETERMINANTE

Nous pouvons alors indiquer les séries suivantes: 1914-1917: crise économique, crise du parti politique prolétarien, échec en Occident de la solution de la crise économique par la guerre, crise révolutionnaire en Russie en raison de la présence du Parti Communiste; 1929-1933: crise économique, absence du parti (passage à l'ennemi), absence de crise sociale, absence de riposte prolétarienne, guerre impérialiste. Nous vivons aujourd'hui en pleine domination capitaliste, bien que le quart de siècle écoulé ait été ponctué de crises économiques récurrentes, bien que de faibles portées, et de crises politiques de co-existences entre Etats. Nous soulignons la caractéristique de la seconde période: **passage du parti à l'ennemi**. Voilà la clé de la perspective révolutionnaire.

La longueur, historiquement sans précédent, de la période contre-révolutionnaire actuelle est directement proportionnelle aux dégâts provoqués par la vague opportuniste. Avant le Stalinsme, l'opportunisme au sein du prolétariat ne se risquait pas - sinon de façon exceptionnelle - à devenir partie intégrante de l'Etat bourgeois, mais faisait mine en règle générale de le combattre. Cette attitude permettait de freiner les élans révolutionnaires du prolétariat, mais pas de les empêcher ou de les combattre. Aujourd'hui où les partis ex-communoscocialistes se sont voués à la défense de l'Etat capitaliste et ne posent plus le problème du pouvoir qu'en termes de cohabitations gouvernementales avec les partis traditionnels de la bourgeoisie, c'est-à-dire ne posent plus que la question du gouvernement et non celle de l'Etat; aujourd'hui donc, ces partis doivent remplir la fonction particulière de l'Etat, la défense contre le prolétariat.

Si le capitalisme a pu repousser de 50 à 60 ans sa crise de régime grâce au passage des partis ouvriers dans le camp de l'Etat, il a en même temps affaibli sa capacité de résistance future, car il ne pourra plus confier avec les mêmes chances de succès la gestion provisoire du pouvoir à ces partis qui lui sont devenus trop proches. La crise du régime capitaliste ne pourra pas ne pas signifier, en même temps, crise de l'opportunisme, une crise qui frappera tous les partis. Nous disons à dessein "frappera" et non "détruir", de la même façon que nous disons crise de régime et non crise révolutionnaire. Car il n'y a pas entre les deux phases une dépendance logique, mais un rapport contradictoire. Cependant à la base de la crise révolutionnaire il y a

la crise du régime capitaliste, le plus grand affaiblissement des structures économiques, sociales et politiques du système capitaliste.

REPRISE DE CLASSE ET CRISE REVOLUTIONNAIRE

C'est de ce point de vue que la classe peut reprendre son mouvement politique, qui, il y a un demi-siècle, ne s'arrêtait pas à cause d'une défaite, si dure soit-elle, (que l'on songe, par exemple, aux manifestations socialistes contre la première guerre mondiale, qui faisaient trembler l'Etat).

C'est dans cette phase d'ébranlement des structures étatiques, qui traduit l'affaiblissement du régime, que le prolétariat peut tirer les leçons essentielles de ses défaites, lorsque les centrales syndicales démontreront ouvertement qu'elles sont les alliées de l'Etat capitaliste, lorsque les partis soi-disant ouvriers défendront clairement "les institutions démocratiques", que tous s'opposeront à la vague de la colère ouvrière. Ce traumatisme économique-social est indispensable, au même titre qu'est indispensable le Parti politique de classe.

C'est alors et alors seulement que tous les partis et tous les "chefs" actuels des ouvriers pourront être renversés par un mouvement de classe tendant à se transformer en insurrection violente et armée du prolétariat.

Nous ne nous intéresserons pas ici à la tactique du Parti pour exploiter tous les côtés de la situation au profit de la victoire, problème qui devra être résolu lors de la phase de la reprise de classe à l'échelle mondiale; il nous suffit de préciser que la condition essentielle, la présence du Parti, ne découle pas de circonstances contingentes, et n'est donc pas un résultat tactique. Il faut le souligner d'autant plus que dans la confusion du possibilisme ambiant est répandue plus ou moins à dessein la fable selon laquelle "au moment opportun" le parti, produit par "la situation", surgira au feu de la lutte de classe.

La crise économique, sociale, politique, du régime ne détermine pas la renaissance du Parti, mais la réapparition de la lutte révolutionnaire de classe du prolétariat. Le Parti précède la crise capitaliste, qui lui fournit seulement les conditions nécessaires pour diriger le prolétariat vers la conquête du pouvoir politique.

Octobre 17 fut la victoire d'un parti, le parti bolchevik, formé de nombreuses années auparavant. Le 1919 allemand fut la défaite d'un parti, le parti spakiste, trop jeune pour avoir pu se forger dans la lutte féroce contre l'opportunisme. Les fameuses conditions objectives favorables déter-

minent la "reprise de classe"; pas le parti, mais son action.

Ces affirmations ne découlent pas de l'observation de faits contingents, mais de l'étude de l'histoire; étude qui ne peut être menée avec profit que par un parti qui possède une théorie scientifique des faits économiques et sociaux et qui a pu, grâce à son utilisation continue et cohérente, sélectionner un cadre militant de premier ordre.

Du point de vue de la dynamique de la lutte de classe, la phase de "reprise de classe" est une phase active, où le parti établit un lien permanent avec les détachements du prolétariat, après une phase apparemment passive, en attendant que mûrissent les conditions de l'élan prolétarien. La "reprise de classe" est une phase très délicate, dont la transformation en crise révolu-

tionnaire dépend de l'activité cohérente du Parti. Pour simplifier, la phase de "reprise" est inconsciente; la phase révolutionnaire est consciente. Ici le Parti détermine l'alignement des forces pour ou contre la révolution.

Comme on le voit, si la maturation des causes favorables au prolétariat est indépendante de la volonté du Parti, leur utilisation à des fins révolutionnaires ne dépend que du Parti, et elle pose des problèmes complexes dont la résolution correcte nécessite une organisation aguerrie et bien armée.

C'est d'ailleurs là l'essence des leçons historiques de la crise de l'Internationale Communiste. Celle-ci tenta de résoudre de façon volontariste, c'est-à-dire avec des manœuvres et des tactiques qui débordaient l'encadrement du programme et des prin-

cipes, des situations encore immatures pour la révolution, alors qu'il aurait fallu regrouper les forces prolétariennes restantes sur des bases solides afin de reprendre par la suite l'attaque armée, en préservant de la peste opportuniste l'organe principal de la lutte, le Parti.

Ne jamais abandonner la perspective révolutionnaire n'est donc pas une cause d'affaiblissement, même pour le court terme; c'est au contraire la garantie que le prolétariat pourra exploiter en sa faveur les situations historiques, même quand il ne s'agit pas de crises de régime ou de situations de forte intensité sociale. C'est pourquoi la lutte contre l'opportunisme est toujours primordiale et essentielle, même dans les moments les plus noirs, même quand elle ne se déroule qu'avec les seules armes de la doctrine.

Cette lutte, conduite par le parti, qui ne dépend pas des crises et des "reprises" de classe, représente la garantie de la résurrection révolutionnaire du prolétariat lorsque ce dernier sera remis en mouvement par la crise du régime et qu'il devra se battre au corps à corps avec l'adversaire le plus difficile de cette phase de "reprise": l'ensemble des partis traîtres et des dirigeants syndicaux vendus, farouchement opposés à toute perspective révolutionnaire.

A cause de cette profonde conviction, en raison de cette certitude historique, nous n'abandonnerons pas le terrain, quelles que soient les forces numériques regroupées autour des positions communistes révolutionnaires. Et c'est cela, et non la déclamation quotidienne de phrases ronflantes, qui est la révolution. ●

1926, « Le socialisme dans un seul pays »

Il y a soixante ans, au cours de la lutte qui se déroulait dans le parti Russe et dans l'Internationale, apparaissait pour la première fois, comme mot d'ordre et programme de la fraction Stalinienne, la funeste théorie du "socialisme dans un seul pays". Cette théorie, en contradiction avec tous les principes du marxisme (et avec ce que ses propres auteurs avaient dit et rejeté jusque là) signifiait l'abandon des perspectives révolutionnaires internationales pour se consacrer prioritairement aux seuls intérêts nationaux du développement de l'économie russe, qualifiée, pour les besoins de la cause, de socialiste. Nous décrivons ici les débats qui se déroulèrent lors de "l'Exécutif élargi" de l'Internationale en novembre-décembre 1926, où les différentes positions furent énoncées avec le maximum de clarté; mais lors du congrès précédant du parti russe, la lutte politique avait déjà été centrée sur la nature de l'économie soviétique. Alors que l'opposition, en se basant sur les analyses de Lénine, montrait qu'il ne s'agissait que de **capitalisme d'Etat**, la majorité parlait de la "nature socialiste" des entreprises et accusait ses contradicteurs de "défaitisme" et de "manque de confiance dans la classe ouvrière russe". Après ce tour de passe-passe, la fraction dirigeante du parti et de l'Etat avait le terrain libre pour transformer l'Internationale en instrument des intérêts de l'U.R.S.S., appeler les ouvriers russes à consentir aux sacrifices pour le développement économique, avant de les leur imposer et de liquider toute opposition qui aurait pu constituer un frein à une accumulation capitaliste forcenée.

L'INDEPASSABLE ALTERNATIVE HISTORIQUE DE 1926

Nous utiliserons trois discours (nous y reviendrons ailleurs de façon plus détaillée): Staline, Trotsky, Zinoviev et, en écho, un quatrième, servile, mais curieusement significatif, l'italien Ercoli. On sait que les divergences en Russie avaient commencé auparavant: déjà à l'époque de Lénine, il y avait eu l'**opposition ouvrière**; depuis 1924 Trotsky était ouvertement dans l'opposition, mais sa voix n'était pas passée des congrès du parti aux instances internationales: Zinoviev et Kamenev, liés à Staline, le combattaient féroce. En 1926, Zinoviev et Kamenev étaient passés à l'opposition: celui qui était au courant des affaires russes pouvait les mettre avec Trotsky dès février, malgré les polémiques violentes encore récentes. Mais c'était la première fois qu'on discutait ouvertement de la **question russe**, qui était évidemment la question la plus importante pour le communisme mondial! En février, elle avait été étouffée. Pour la première fois on pose la question: Etant donné que la révolution européenne n'a pas eu lieu, tâchons de rendre la Russie socialiste. C'est la formule de Staline. Boukharine, qui comprendra plus tard, mais trop tard, est avec lui.

Le premier désaccord porte sur les faits: jusqu'en 1924, tant que Lénine était vivant, il n'y avait pas de divergence; tout le monde était d'avis que la tâche était de maintenir le pouvoir bolchevik et d'accélérer la révolution européenne; personne ne voyait d'autre voie pour arriver au "socialisme" en Russie que celle-là. Staline et ses partisans soutiennent au contraire, comme nous le savons, que la thèse du "socialisme dans un seul pays" - mauvaise expression qui désigne le prétendu "socialisme dans la seule Russie" - aurait été énoncée par Lénine en 1915 et en 1917, et à de nombreuses reprises après octobre.

60 ans après la crise de 1926, qui ne fût pas une lutte idéologique, mais le heurt de forces matérielles et d'intérêts de classes, ses répercussions n'ont pas fini de se faire sentir. Aux 4 coins du globe des nouveaux Etats se sont créés et de jeunes capitalismes se sont développés sous l'étiquette fratelée de "socialismes nationaux". Et si le mythe du socialisme russe (ou chinois, etc.) commence à pâlir, il ne reste que trop vivant et représenté, à ce titre, un obstacle encore énorme au retour du prolétariat sur les positions du communisme. La lutte contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" n'a donc rien perdu de son importance et fait toujours partie de la tâche difficile de la restauration du Programme Communiste.

Les extraits publiés ci-dessous sont tirés de notre texte "STRUTTURA ECONOMICA E SOCIALE DELLA RUSSIA D'OGGI" où sont rassemblés des rapports présentés à des réunions générales de notre parti dans les années 50. (Une traduction de ce texte en français, tronquée, affublée d'une longue préface critique, a été récemment mise en circulation par les éditions Spartacus qui ont jugé nécessaire d'y rajouter encore en couverture un avertissement pour mettre en garde les lecteurs contre son contenu; inutile de dire que nous n'avons rien à voir avec cette opération politico-commerciale).

En attendant la republication de textes épuisés, les lecteurs peuvent se reporter à notre brochure "Révolution et contre Révolution en Russie", ainsi qu'à la série "La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale" parue dans Programme Communiste numéros 68, 69-70, 73, 77, 78 et 79.

La réplique est solide et puissante. Staline avance sa thèse encore avec prudence. Trotsky ne put parler jusqu'au bout, il perdit du temps en se défendant contre des attaques personnelles et il fut interrompu pour avoir épuisé le temps imparti. Reste le discours de Zinoviev, complet et théoriquement impeccable. Pour la première fois, le conciliant, l'accommodant Zinoviev sent qu'il a trop concédé et il revient en bon marxiste sur le plan révolutionnaire des principes, qu'il énonce sans hésiter et avec une démonstration sans pareille. Il terminera en disant: "Je ne suis pas avec vous, majorité, je ne puis accepter votre ligne, libérez-moi de la charge de Président de l'Internationale que j'ai tenue pendant tant d'années".

Ce discours est la meilleure chose du vieux compagnon de Lénine; il se repentira formellement plus tard, puis il mourra à cause de sa ligne d'opposition et, à ses côtés, accusé irréductible, se tiendra l'autre marxiste Boukharine qui, ici, s'oppose à lui. Staline. Il pose la question de l'édification du socialisme sur la base des seules forces de l'Union Soviétique. Puis il demande ce que cela signifie, et il explique: cela signifie la victoire des forces prolétariennes sur la bourgeoisie Russe! Si cela n'était pas possible, affirme-t-il, nous devrions abandonner le pouvoir et devenir un mouvement d'opposition. Nous avons là le déplacement complet de la question économique vers le plan politique. La victoire politique, dit Staline, nous l'avons avec la dictature du prolétariat, c'est-à-dire que nous avons la **base politique** pour le chemin vers le socialisme. Donc, nous pouvons maintenant "créer une **base économique** du socialisme, la nouvelle fondation économique pour l'édification du socialisme".

Jusqu'à ce point, Staline domine

sa conversion théorique. Lénine avait qualifié de niaiserie la "construction du socialisme". Staline parle d'**édifier** non le socialisme, mais ses **bases économiques**. La formule était encore acceptable.

Car en quoi consiste la **base économique** du socialisme? C'est simple: il s'agit du capitalisme industriel.

Pour abrégé: nous nions que le socialisme se **construise** et qu'il puisse surgir en Russie sans la révolution socialiste internationale. Nous nions pas qu'on puisse construire en Russie la base économique, qui faisait défaut, du socialisme futur, c'est-à-dire l'industrie capitaliste. On construit précisément en Russie le capitalisme, ce qui est clair et logique, et ce qui est même au sens historique un fait révolutionnaire. Mais tout irait bien si on ne prétendait pas que les rapports socio-économiques édités depuis 1926 sont ceux d'une société socialiste.

Zinoviev, épaulé avec beaucoup de vigueur et de clarté par Kamenev. Sa documentation, basée surtout sur Lénine, selon laquelle personne avant 1924 n'avait envisagé une transformation socialiste intégrale dans la seule Russie, est sans appel. Il démontre à Staline que même lui raisonnait alors ainsi. Sa reconstruction, basée sur Marx, Engels et Lénine, des thèses du caractère international de la révolution socialiste et du développement inégal du capitalisme dans le monde est en toute ligne théorique celle que nous avons développée jusqu'ici et la seule proposée. La question paysanne est enfin exposée par lui dans toute sa clarté. L'Alliance du prolétariat avec la paysannerie au cours de la révolution russe n'est pas la même chose que l'utilisation de la paysannerie à des fins socialistes. Il revendique lumineusement cette tâche pour le parti de la classe ouvrière salariée et il démontre qu'il a toujours identifié la dictature de classe avec

Pour terminer

Le commentaire détaillé de cette discussion de 1926, dédié au soutien de la brûlante thèse qu'on pourrait appeler l'oeuvre scientifique marxiste du futur, se conclut sur le discours d'Ercoli qui avait voulu donner le coup de grâce à Trotsky bâillonné. Ercoli retourna le pessimisme opportuniste et affirma que, eux - que nous appelons les centristes - étaient bien plus pressés et qu'ils seraient revenus bien avant du déchaînement intransigent de la révolution européenne. Comme Ercoli n'est autre que Togliatti (le chef du P.C. italien après la guerre -NDLR), il est intéressant de comparer ses paroles d'alors avec ses positions actuelles, en paroles et dans les faits: aujourd'hui où Trotsky, toujours réfractaire, a été descendu, il mesure l'évolution de la société italienne par tranches non de 50, mais de 500 ans, repoussant à de nombreuses années la simple entrée de son parti dans un gouvernement avec des cléricaux, et promettant pour un demi-siècle et plus le respect intégral de la Constitution bourgeoise.

...Particulièrement vigoureuse fut la contre-démonstration de Trotsky, Zinoviev et Kamenev, que nous jugeons encore digne aujourd'hui d'une étude très attentive. Ils clarifièrent d'une façon incontestable la doctrine de Marx et de Lénine sur ces points; nous la rapportons telle quelle.

1. Le capitalisme apparaît et se développe avec des périodes et des rythmes inégaux.
2. Il en va de même pour la formation de la classe prolétarienne et pour

celle du parti, en réfutant les accusations de libéralisme organisationnel et de fractionnisme. Il est tout aussi décisif sur la question du pessimisme ou de l'optimisme dans la révolution mondiale; sa position devient finalement celle que tant de fois sous lui avons présentée: pour des révolutionnaires, la façon de se diriger ne dépend pas des situations, elle ne change pas selon le vent.

Trotsky. Il est encore plus décisif, dans un discours malgré lui incomplet, sur la perspective de la révolution socialiste et la réfutation du médiocre expédient polémique de Staline: Alors laissons le pouvoir.

Nous n'admettons une stabilisation du capitalisme que comme une vague précaire entre des crises inévitables, et nous croyons à son écroulement. A quelle distance? Nous l'avons attendu de 1917 à 1926 quand il semblait plus proche que maintenant. Le parti prolétarien en Russie, tout en ne sachant pas qu'il ne peut par ses seules forces arriver à la société socialiste, défend le pouvoir révolutionnaire, et il peut se faire qu'il ait à le défendre pendant plusieurs décennies, en luttant contre les forces de la bourgeoisie mondiale et contre ses tentatives de reprendre le pouvoir en Russie. Il pose une limite de 50 ans, sans craindre les rires des gnomes de cette majorité.

(Au cours de l'exposé que nous reportons ici, le rapporteur a développé ce point, en illustrant la difficile question de la prévision historique. Il n'a pas hésité à dire que la 3e vague contre-révolutionnaire était alors correctement prévue et que depuis ce débat 30 ans se sont écoulés et que plusieurs de nos déductions que beaucoup trouveront peut-être hasardeux de mettre en avant, se rejoignent sur la date de 1975 pour une 3e guerre mondiale et pour un nouveau cours révolutionnaire prolétarien. Ceci cadre avec le long demi-siècle du discours de Trotsky.)

sa force politique et révolutionnaire. 3. La conquête du pouvoir politique par le prolétariat peut arriver non seulement dans un seul pays, mais également dans un pays moins développé que ceux qui restent sous le pouvoir capitaliste.

4. La présence dans le monde de pays où la révolution politique prolétarienne a déjà eu lieu accélère au maximum la lutte révolutionnaire dans tous les autres.

5. Dans la phase ascendante de cette lutte révolutionnaire, il est possible que les forces armées des Etats prolétariens interviennent pour la défense ou pour l'attaque.

6. S'il résiste aux guerres civiles et d'Etats, un pays isolé ne peut accomplir "en direction" du socialisme que les pas permis par son développement économique antérieur.

7. S'il s'agit d'un des grands pays les plus avancés, avant sa pleine transformation économique socialiste, en théorie pas impossible, éclaterait une guerre civile et étatique générale.

8. S'il s'agit, comme pour la Russie, d'un pays à peine sorti du féodalisme, il ne pourra avec la victoire politique prolétarienne, faire d'autres pas que la réalisation des "bases" du socialisme, c'est-à-dire une forte et progressive industrialisation; et il définira son programme comme attente et travail pour la révolution politique à l'extérieur, et comme une construction économique du capitalisme d'Etat à base mercantile.

Sans la révolution mondiale, le socialisme en Russie était alors, et reste, impossible. ●

ALGERIE: QUE VIVE LA LUTTE DE CLASSE!

Au mois de novembre de l'année passée une succession de luttes ont éclaté en Algérie, mettant en exergue une fois encore la férocité répressive de l'Etat soit-disant "socialiste". L'origine du conflit est d'une part le projet de loi visant à introduire deux nouvelles épreuves au baccalauréat, à savoir l'éducation religieuse et l'éducation politique, et d'autre part les conditions de vie déplorables dans les écoles et universités (manque d'eau, absence de transport, pénurie de logement, manque de matériel, etc.).

Cette nouvelle loi exprime la volonté de l'Etat depuis le congrès du FLN en 1980 de reprendre en mains les organisations de masse du parti ainsi que l'enseignement pour faire face à l'agitation ouvrière et estudiantine qui ne cesse de secouer l'ordre social depuis une dizaine d'années. En effet, après avoir été sous la tutelle de la bourgeoisie nationale durant toutes les années de lutte nationale et durant les années de construction et de stabilisation du nouvel Etat national algérien, la classe ouvrière, et particulièrement les jeunes générations qui n'avaient pas ou peu connu la période d'avant 1962, reprit le chemin de la lutte de classe et, particulièrement dès 1977 (1), n'a cessé d'année en année d'augmenter sa pression sur l'Etat et la bourgeoisie.

Le congrès de 1980, qui se déroulait sur le fond de la crise capitaliste internationale et en particulier de la crise pétrolière, fut la reconnaissance de la faillite du "socialisme à l'algérienne" mis à l'oeuvre par Boumediène et basé sur l'utilisation de la rente pétrolière pour construire une industrialisation centrée sur de grandes unités modernes de production. L'expérience se solda en effet par un échec complet car cette industrialisation sensée faire prendre l'envol d'une large industrie et développer l'exportation, s'affirma être un poids mort et inerte, ce qui du point de vue capitaliste est bien la pire des catastrophes. La seule conséquence "dynamique" de l'orientation boumédiennienne n'aura pas été économique mais sociale. Face aux nécessités de l'accumulation capitaliste qui ne peut suivre un cours accéléré que dans la sphère de la production industrielle, tout le poids et les priorités de l'investissement se sont portés sur l'industrie. Le capitalisme algérien créait du même coup la nécessité d'une immense armée de réserve d'où il pouvait puiser les forces de travail nécessaires à la réalisation de plus-value. Boumédiennienne traduisit ces nécessités objectives du développement capitaliste par l'abandon de la production agricole nationale et par l'importation agro-alimentaire systématique pour assurer, mal, l'approvisionnement des villes.

Le résultat aura été un abandon accéléré des campagnes et un exode général vers les villes des petits paysans dans l'espoir d'un travail salarié. Cet exode, s'il fournissait au capital son armée de réserve, a eu pour conséquence un gonflement et une concentration des masses prolétariennes dans les villes qui se solda -en l'absence de tout investissement dans le bâtiment- par une incroyable pénurie de logement renforçant les conditions de vie misérable des masses algériennes.

Le faible taux de productivité de l'industrie conjuguée à l'exode vers les villes des populations de la campagne et à une forte démographie n'a pas permis au capitalisme algérien d'amortir le coup fatal de la baisse du pétrole ni de fournir du "travail pour tous" comme ne cessaient de le prétendre les idéologues du "socialisme à l'algérienne". Les émeutes de la faim au début des années 80 qui ont éclaté dans toute l'Afrique du Nord ont acculé l'Etat algérien à modifier l'orientation de l'investissement capitaliste, à la fois pour se protéger des formidables révoltes des masses laborieuses et pour augmenter la productivité industrielle et donc le taux de profit.

La crise capitaliste et ses conséquences sur les conditions de vie du prolétariat, mais aussi de toute autre couche laborieuse, fut à l'origine des grandes vagues de lutte en 1980 que l'Etat mis sur le compte des courants nationalistes berbéristes mais qui en réalité révélèrent l'existence d'un vaste mouvement de classe.

Aujourd'hui la baisse du cours mondial du pétrole tarit la source miraculeuse de devises alors que d'une part l'industrie est incapable d'exporter et de créer des emplois et que d'autre part les importations de produits agro-alimentaires ne cessent d'augmenter pour faire face à la carence du secteur agricole. La révision de la Charte nationale établie en 1976 sous le règne de Boumédiennienne reflète un retour aux dures réalités capitalistes qui sanctionnent impitoyablement toute politique économique capitaliste qui tenterait

d'y échapper par quelques subterfuges. A l'apologie du centralisme économique succède avec Chadli celle de la petite entreprise "créatrice d'emploi" et de la relance de l'agriculture par une sorte de koulakisation des campagnes que devrait permettre techniquement un vaste effort de construction de retenue d'eau pour l'irrigation des terres.

L'industrie et l'agriculture sont donc maintenant ouvertes à l'investissement privé et l'équipe Chadli espère ainsi trouver à l'industrie d'Etat une concurrence salvatrice "dynamisante"! L'Algérie est "à l'heure des managers" comme disent les bourgeois, au même titre que l'URSS. Pour nous communistes ces mutations économiques ne sont que l'expression du pourrissement capitaliste qui pousse la concurrence à l'extrême et non pas celle d'une nouvelle ère de prospérité.

Cette nouvelle économie politique décentralisatrice (même si l'ouverture au secteur privé est encore limitée) s'accompagne par contre d'un renforcement central de l'Etat et de son contrôle sur toutes les organisations de masses que dirige le FLN, telles que l'UCTA, l'UNJA, etc. et dont l'objectif est de pouvoir appliquer l'offensive bourgeoise pour accroître sur le prolétariat la pression de la politique de rigueur. L'ordre social est donc nécessaire pour au moins deux raisons fondamentales. La première, nous l'avons vu, consiste à assurer au capital les meilleures conditions sociales d'exploitation du prolétariat, et la seconde a trait au rôle régional de leadership que tient à jouer l'Algérie et notamment à l'assurance de pouvoir être en tête de liste des pays d'Afrique du Nord qui tentent de pénétrer et d'exploiter les potentialités du marché d'Afrique centrale (2). (Le marché centre africain est en effet un marché idéal pour le capitalisme algérien qui doit s'essayer à l'exportation de produits industriels manufacturés).

Mais c'est toujours le prolétariat et les masses laborieuses qui paient les conséquences de la crise et "Afrique-Asie" (porte-parole d'Alger) de mai 1986 explique logiquement et cyniquement que "... dans l'immédiat, c'est "la lutte contre toutes les formes de gaspillage et d'attentisme et le partage des efforts qui mobilisent les algériens. Si l'on retient une hypothèse de réduction de 15% par rapport aux prévisions du budget de l'Etat, il faut savoir ce que cela signifie: les collectivités locales comme les entreprises devront compter un à un leurs deniers, la plupart des dotations budgétaires seront touchées, le train de vie de l'Etat sérieusement réduit (NDR: mais pas forcément celui des commis de toute nature), les grands chantiers retardés, et sans doute les projets les moins pressants réévalués. C'est dur la rigueur. Mais elle est nécessaire".

Pour appliquer cette politique de rigueur la bourgeoisie a donc accentué son contrôle social soit par l'exercice d'une répression plus féroce encore qui gonfle les cellules de la sinistre prison de Lambèse, soit par un renforcement du contrôle social et politique, dont une des traductions pratiques est cette nouvelle loi sur l'enseignement religieux et politique. C'est donc toute la société algérienne qui explose et particulièrement les classes opprimées et exploitées. La révolte des étudiants et lycéens l'année passée est la continuation des luttes qui depuis 1980 brisent les tentatives de Chadli "d'unifier la nation" et creusent le fossé entre les classes. Le grand danger pour la bourgeoisie algérienne réside dans les liens et dans les rapports existant entre le mouvement des lycéens et étudiants et les luttes ouvrières. En avril 1986 à Tizi-Ouzou par exemple, les mille ouvriers de Sonelec se mettent en grève en solidarité avec les étudiants dont l'uni vient d'être envahie par les forces de l'ordre. Aux interventions des flics, les ouvriers riposteront par la menace de faire sauter l'usine.

Lorsqu'en novembre les luttes éclateront à Constantine et à Sétif (3), la répression sera sauvage. 186 personnes prises en "flagrant délit" (éléments malfaisants, ennemis de la Révolution

algérienne" dira Chadli) sont condamnées sur-le-champ de 2 à 8 ans de prison, et un certain nombre d'entre eux sont internés à Lambèse. Ces condamnations survenues le lendemain des événements de Sétif sont un avertissement non seulement aux jeunes scolarisés mais surtout aux prolétaires pour les dissuader de suivre un tel exemple d'indiscipline sociale.

Car ce qui inquiète le plus la bourgeoisie algérienne, c'est l'immense capacité de lutte d'un prolétariat insensible aux vertus de la "Révolution algérienne" mais terriblement sensible, par contre, à ses intérêts de classe contre ceux du capital exploiteur et oppresseur. Pour éviter la contagion aux usines, ce qui aurait provoqué une révolte aussi puissante qu'en 80, l'Etat a donc frappé très fort et rapidement, élargissant même ses coups à la LADH (Ligue algérienne des droits de l'homme).

Ces dernières arrestations servent d'ailleurs en définitive de paravent à l'Etat pour masquer la répression massive qui s'abat sur les masses prolétariennes. Les idéologues de la démocratie occidentale se scandalisent beaucoup sur le sort que connaissent leurs représentants en Algérie et tout le tapage qu'ils font autour de leurs martyrs ne fait que cacher la répression de centaines et de milliers de militants ou simples prolétaires dont le crime bien plus grave aux yeux de la bourgeoisie et celui de LUTTE DE CLASSE.

Cette vague de lutte a sans doute été stoppée avant qu'elle ne prenne une trop grande ampleur, mais elle représente une étape de plus dans l'expérience accumulée depuis 10 ans par le prolétariat d'Algérie, expérience qui accompagne celle du prolétariat de tous les pays maghrébins. La pression capitaliste n'a pas cessé et ne cessera pas de s'accroître aggravant à l'extrême les conditions de vie du prolétariat et des masses laborieuses.

Mais plus l'offensive bourgeoise

s'élargit et se durcit et plus le prolétariat est poussé à la lutte impitoyable contre son ennemi de classe, plus il accumule d'expérience et plus il augmente sa capacité à l'organisation. Mais pour que ces combats ne soient pas vains pour son renforcement, le prolétariat doit lutter sur deux objectifs fondamentaux: organiser ses rangs en toute indépendance de classe et élargir sa lutte par-delà les limites géographiques.

Au-delà des questions contingentes de la lutte se pose celle, cruciale pour l'avenir du prolétariat des nations arabes et du Maghreb en particulier, du parti de classe. L'absence de parti, terriblement dramatique dans les aires de hautes tensions sociales, prive les luttes de la classe d'une direction capable de relier les directives de l'action immédiate et partielle à celle plus vaste de l'organisation révolutionnaire du prolétariat. Mais il n'y a pas d'autre voie que celle de la construction du parti de classe, en liaison avec la classe, pour conduire les mouvements de lutte des masses prolétariennes au-delà des questions contingentes et pour que toutes les luttes immédiates servent l'objectif révolutionnaire du prolétariat. ●

- (1) En 1977, il y a eu officiellement (!) 522 grèves, notamment chez les dockers, à la SNIC, à la RSTA, à la Sanacome ainsi qu'à l'université. En 1980, année du congrès du FLN, "pour une vie meilleure", elles seront au nombre de 922.
- (2) En commençant notamment par désenclaver les pays centraux comme le Mali et le Niger par la création de routes et voies aériennes.
- (3) Le mouvement s'est aussi étendu à Annaba et à Collo, où les manifestants attaquèrent la mairie.

Portomarghera: Un exemple de grève dans les chantiers navals

Au chantier naval Breda de Porto Marghera, Navicolor, entreprise sous-traitante emploie 77 ouvriers dont 25 sont au chômage complet depuis 2 ans. Au mois d'août dernier, le patron versait seulement un acompte à ceux qui travaillent et la moitié du salaire au chômeurs, en renvoyant le solde au mois suivant et en demandant à l'INPS, dont on connaît l'irrégularité de ses versements, de payer les chômeurs.

Depuis un certain temps l'action ouvrière et syndicale était en sommeil. L'épouvantail de la fin du travail au chantier et le manque de combativité avaient donc permis sans problème d'instaurer le chômage sans rotation entre les ouvriers, en mettant les chômeurs devant le fait accompli du licenciement. Même le conseil d'usine était satisfait, car s'il y avait peu de travail disait-il, cela permettait néanmoins à une partie des travailleurs d'avoir un emploi à plein temps. Mais la peur de ne plus toucher le salaire a brisé le carcan de la soumission et de la division.

Pour les ouvriers occupés comme pour les chômeurs, l'élan de solidarité a alors été spontané. Ils ont exigé le paiement des salaires directement par le patron et non par l'intermédiaire de l'INPS ainsi que la rotation des chômeurs et des actifs pour ne pas créer une division entre les travailleurs.

Actifs et chômeurs ont uni leurs revendications et poussés leur syndicat à la lutte. Mais les syndicats traînent les pieds, renvoient la lutte pour après les rencontres avec le patron et l'Office du Travail de Venise dont la date est fixée au 5 septembre. L'assemblée des ouvriers se réunit le 28 août. Une grande majorité se prononce pour la grève immédiate et dure, en intégrant les revendications des chômeurs. Le 29 débute la grève. La détermination est si forte que pendant toute la grève les quelques jaunes et les cadres n'oseront pas rentrer dans l'usine. La rencontre du 5 septembre aura quand même lieu, malgré la grève qui se poursuit, mais rien n'en sortira. Une assemblée de grévistes vote donc à une forte majorité la poursuite de la grève. Au bout de 12 jours de grève les ouvriers suspendent leur mouvement jusqu'au 25 septembre, date de la rencontre avec le patron, mais ils sont déterminés à reprendre la lutte s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

Le 25 un "accord" est trouvé: le patron paiera les salaires pour tous, mais décide d'entamer une procédure de licenciement pour les 25 chômeurs. Le point central de la rencontre n'est donc plus le système de rotation, mais

les licenciements devant intervenir à la fin de la période de chômage (février 87).

Si mince que soit le résultat, les ouvriers ne le doivent qu'à leur lutte directe, à leur grande spontanéité combative et à leur solidarité entre eux, qu'ils soient actifs ou chômeurs.

Si la grève n'a pu aller au-delà, c'est à cause de la pression des syndicats qui conduisit les ouvriers à la négociation avec le patron, donc au marchandage de leurs revendications, et à finir la grève en silence. Le syndicat craignait que cette grève dure et ne s'étende aux autres usines des alentours. Le syndicat n'a pas accepté le système de rotation des chômeurs et le patron a eu la manoeuvre facile en avançant le pion des licenciements. La préparation de la lutte n'était pas suffisante pour à la fois poursuivre la grève sur la défense contre les licenciements et contre le sabotage syndical.

Une des leçons de ce petit épisode de lutte est que la grève dure n'aurait jamais eu lieu sans la détermination spontanée des travailleurs pour la lutte et contre la paralysie des syndicats et des délégués d'usine. Cette détermination, forgée dans les luttes passées, a fait toucher du doigt aux ouvriers les fondements de la lutte ouvrière et l'unité dans la lutte. Il démontre que la vieille méthode de la lutte de classe donne aux ouvriers l'avantage sur le plan de l'organisation, de l'unité et de l'efficacité dans la lutte. Mais il montre aussi quels sont les obstacles de la collaboration de classes qu'il faut franchir pour ne pas finir étouffé et berné par les multiples manoeuvres des bonzes syndicaux.

La grève sans préavis ni limitations de durée de Navicolor à Breda est un petit exemple, qui ne décidera pas d'un changement immédiat d'attitude des ouvriers face à leurs conditions de travail. Mais elle contribue à son échelle à tracer le chemin à la lutte de classe. ●

(N.D.L.R.: en Italie les ouvriers peuvent être mis au chômage sans être juridiquement licenciés. Ils sont placés en "cassa integrazione" (caisse chômage) et si entre-temps ils ne sont pas réemployés par leur patron, ils sont licenciés à la fin de leur période de chômage. Ce système permet aux patrons d'amortir les réactions ouvrières aux licenciements et d'accentuer les divisions entre catégories ouvrières toujours plus nombreuses, actifs, chômeurs, licenciés).